

YONNE mémoire

N° 30 / novembre 2013 - 4€ / ISSN1620-1299

SOMMAIRE

LE DOSSIER

RETOUR SUR L'ARMÉE VOLONTAIRE ET LA MISSION DASTARD

Par CLAUDE DELASSELE ET JOËL DROGLAND / page 2

CONCOURS NATIONAL DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION
LE CONCOURS 2014 Par JEAN ROLLEY / page 16

HISTOIRE ET RANDONNÉES

Rando-maquis 44. Dimanche 16 juin 2013, une première à
La Ferté-Loupière! Par THIERRY ROBLIN / page 17

[LE DOSSIER]

RETOUR SUR L'ARMÉE VOLONTAIRE ET LA MISSION DASTARD

Par CLAUDE DELASSELE et JOËL DROGLAND



ARORY

• Association pour la Recherche sur
l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne •

Yonne mémoire 40/44 / Bulletin de l'Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne /
Directeur de publication : C. Delasselle / Rédacteur en chef : C. Delasselle / Iconographie : Arory / Coordination : T. Roblin, J. Rolley /
Graphisme et réalisation : F. Joffre / Arory, 2013 / Photos : D.R. / Site internet : www.arory.com / e-mail : arory.doc@wanadoo.fr /
Centre de documentation : 15 bis, rue de la Tour d'Auvergne - 89000 Auxerre - Tél. / fax : 03 86 48 23 68 / Couverture : montage
photo réalisé avec des documents d'archives officielles et archives privées [©Arory D.R. 2013] /

RETOUR SUR L'ARMÉE VOLONTAIRE ET LA MISSION DASTARD

par Claude Delasselle et Joël Droglond

Dans le n° 24 de ce bulletin *Yonne-Mémoire*, paru en novembre 2010, nous terminions ainsi un article consacré à la mission Dastard : « *L'étude de la mission Dastard nous fait découvrir des aspects de la Résistance icaunaise que nous avons jusqu'alors ignorés, prouvant s'il en était besoin*

combien il faut rester modeste et conscient que les faits établis sont sans cesse sujets à être complétés, voire remis en cause. L'intérêt de la mission Dastard dépasse largement ses aspects icaunais ; son étude est révélatrice des débuts de la Résistance intérieure, de ses nécessaires et difficiles liaisons avec Londres. Elle confirme également les liens entre la résistance communiste et la France Libre qui ont été bien plus actifs qu'on ne l'a parfois affirmé.

Les lacunes de la recherche dont nous proposons aujourd'hui le bilan ne sont que trop visibles et doivent la faire considérer comme un premier pas qui devra être suivi de plusieurs autres. Raymond Laverdet est une figure de résistant que nous aimerions mieux connaître, dans ses activités d'avant-guerre et dans ses activités de résistance après son départ en zone Sud, son récit de mission n'étant pas une source suffisante. L'Armée des Volontaires et les personnages d'André Méresse et de Raymond Chanel exigent également des investigations plus complètes. Comme souvent, nous avons l'impression en terminant cet article que son contenu pose plus de questions qu'il n'apporte de réponses ! »

Nous avons donc poursuivi nos recherches pour tenter d'apporter quelques éléments de réponse à ces questions. Nous avons travaillé sur de nouvelles sources concernant l'Armée Volontaire (AV) et nous nous proposons dans cet article de faire le point sur cette organisation de la première résistance, ses relations avec la mission Dastard ainsi qu'avec les



départements de la Nièvre et de l'Yonne. Nous avons conscience que les liens entre l'Yonne et les événements évoqués plus loin sont assez minces (parachutage de la mission Dastard dans le nord de l'Yonne, parachutage (manqué !) à Saint-Bris-le-Vineux, sabotages qui auraient été organisés par Dastard à Migennes en 1942, liens de Méresse avec la population de Saint-Bris-le-Vineux et c'est à peu près tout...). Mais il ne nous a pas semblé inutile de faire l'éclairage sur une organisation dont, curieusement, l'histoire détaillée n'a jamais été faite et qui pourtant ne manque pas d'intérêt.

SOURCES

Nous disposons pour retracer l'histoire des origines de l'organisation connue sous le nom d'Armée Volontaire :

- D'un bref Historique de l'AV établi par la Commission d'Étude de la Résistance du ministère de l'Éducation nationale, qui semble avoir été rédigé par André Méresse, ou dont il a été du moins la principale source, et dont il existe plusieurs versions, plus ou moins complètes.

- Des deux livres de Raymond Chanel, *Le déjeuner de la Croix de Vernuche, entretiens avec « Rémy »*, (Gilbert Renault, créateur d'un important réseau de résistance, La Confrérie Notre Dame), Librairie Académique Perrin, 1968 et, *Un médecin en enfer*, préface de « Rémy », Librairie Académique Perrin, 1970.

- D'une solide fiche sur l'Armée des Volontaires signée de Guillaume Pikety parue dans le dvd sur *la Résistance en Ile-de-France*, AERI 2004.

- Des archives conservées au Service historique de la Défense de Vincennes : celles du réseau Armée Volontaire (AV-SR) et celles du mouvement Armée Volontaire (AV-RIF), des historiques, des rapports de faits établis par les liquidateurs de l'organisation (sous les cotes 18 P/4 et 13P/143) et des dossiers administratifs individuels détenus par le Bureau Résistance et classé par ordre alphabétique sous la cote 16P.

- Des archives du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale conservées aux Archives nationales sous la cote 72AJ/36, qui complètent utilement les archives de Vincennes dans la mesure où il s'agit d'entretiens avec des historiens qui enquêtent sur cette organisation, et de témoignages d'anciens résistants.

- Les archives de la mission Dastard sont utiles pour cet article, mais très pauvres en ce qui concerne l'organisation AV avec laquelle les résistants de cette mission sont entrés en contact, alors que ce n'était pas l'objet spécifique de leur mission (toutes les sources ont été données dans notre précédent article).

Par ailleurs, nous remercions Jacqueline Baynac d'avoir bien voulu nous apporter bon nombre de précisions sur la complexe situation nivernaise qu'elle connaît parfaitement. Nous remercions également Rémy Cantin qui a été le premier à avoir attiré notre attention sur l'Armée Volontaire et ses implications avec le département de l'Yonne, et qui nous a transmis des renseignements et des documents sur ce sujet.

L'ARMÉE VOLONTAIRE, UNE RECONSTRUCTION SIMPLIFICATRICE

Il ne serait pas conforme à ce que nous percevons de la réalité de présenter une organisation structurée qui aurait pour nom Armée Volontaire. Nous sommes en présence d'une toute première résistance, très précoce, qui devait créer ses propres conditions d'existence, d'activités et de survie, et qui pour cette raison fut infiltrée, dénoncée ou victime de ses imprudences. Ces groupes qui étaient en contact les uns avec les autres furent tous décimés par plusieurs vagues de répression allemande. On voit les difficultés qu'il y a à essayer d'identifier des groupes différents qui ont eu des liaisons internes très fortes mais des exis-

NOUS SOMMES EN PRÉSENCE D'UNE TOUTE PREMIÈRE RÉSISTANCE, TRÈS PRÉCOCE, QUI DEVAIT CRÉER SES PROPRES CONDITIONS D'EXISTENCE, D'ACTIVITÉS ET DE SURVIE, ET QUI POUR CETTE RAISON FUT INFILTRÉE, DÉNONCÉE OU VICTIME DE SES IMPRUDENCES.

tences autonomes très courtes. C'est pourtant ce que les « liquidateurs » de l'AV ont dû faire après la guerre afin de présenter un historique qui soit compréhensible et une organisation qui puisse inclure les nombreux résistants qui étaient disparus après leur arrestation et leur déportation.

Après la Libération effectivement, des « liquidateurs », anciens résistants ayant exercé des responsabilités au sein d'une organisation, ont été désignés par les administrations pour faire homologuer les organisations de résistance en tant qu'uni-

tés combattantes et pour dresser la liste de leurs membres. Cette procédure administrative était obligatoire et nécessaire pour permettre aux survivants ou à leurs ayants-droit de faire valoir leurs états de service afin de toucher pensions, décorations et titres de reconnaissance. C'est ainsi que, pour des nécessités légales et administratives, deux organisations successives ont été homologuées comme Unités combattantes au JO du 19 juin 1947 : le réseau de renseignement AV-SR (Service de renseignement de l'AV, été 1940 - novembre 1942) et le mouvement AV-RIF (AV comme organisation de la Résistance intérieure française, novembre 1942 - Libération).

Les liquidateurs successifs de l'AV (André Méresse quelques mois à l'été et automne 1945, Jacques Baudron jusqu'en 1957, Paul Duffaud jusqu'en 1984 puis Raymond Chanel)¹ ont estimé nécessaire la reconstruction d'une cohérence, alors qu'à l'origine l'AV est une organisation « protéiforme » de groupes précoces et autonomes en contact les uns avec les autres. Ils ont alors dressé un historique cohérent, faisant remonter l'origine de l'AV à celle de l'un des premiers groupes qui l'ont constituée et faisant du colonel René Lhopital, ex-officier d'ordonnance du maréchal Foch, le fondateur de l'AV. Ils ont amalgamé et simplifié pour conférer à l'organisation son importance et sa cohérence. Et ce d'autant plus qu'aucun d'entre eux n'avait une vue globale de l'ensemble des groupes qui ont fini par se rassembler, que d'autres responsables

(Lhopital et Méresse principalement) ont rédigé des « historiques » différents de l'organisation et qu'ils étaient assez fortement opposés les uns aux autres dans les années d'après-guerre, comme nous le verrons dans la dernière partie de cet article.

L'historien Julien Blanc observe le même processus de reconstruction quand il étudie le réseau du musée de l'Homme². L'appellation officielle de « réseau du musée de l'Homme. Houet-Vildé » est une appellation posthume, choisie en 1946 par Germaine Tillion à l'occasion de l'homologation de

[LE DOSSIER]

cette organisation. Il fallait faire vite et Germaine Tillion n'avait pas connaissance de toutes les ramifications de l'organisation à laquelle elle avait appartenu. Elle schématisa sans le vouloir car l'étude de Julien Blanc démontre que cette organisation n'est pas un réseau et qu'elle ne se limite pas au groupe constitué au sein du musée de l'Homme. Julien Blanc écrit que « *la logique administrative de l'homologation obligeait à sur-structurer les ensembles* » : c'est bien ce qui s'est passé pour l'AV, autre organisation très précoce.

La structure de l'Armée Volontaire telle que nous la percevons s'apparente étroitement à celle du réseau du musée de l'Homme telle que l'analyse Julien Blanc, que sa démarche comparative conduit d'ailleurs à évoquer l'AV. Son étude montre que de nombreux groupes autonomes formés dès l'été 1940, à Paris et en province, se sont trouvés mis en relation les uns avec les autres, constituant une organisation à « *l'architecture déroutante* ». Ces groupes s'étoffent par recrutement au sein de réseaux professionnels, militants ou amicaux, mais aussi par le fruit du hasard. Julien Blanc souligne qu'il ne faut pas « *penser la Résistance pionnière en terme de verticalité, autorité et subordination* ». Sur le terrain en effet, les différents noyaux sont presque totalement autonomes. Ce qu'on appelle « réseau » du musée de l'Homme n'en est pas un au sens strict du terme : c'est une organisation qui se présente sous la forme « *d'une juxtaposition de modules à la fois indépendants et interconnectés* », un labyrinthe au sein duquel personne « *même pas les patrons des différents secteurs, ne peuvent se prévaloir de tenir la totalité des fils en main* ». Julien Blanc conclut : « *Au zénith de son développement (au printemps 1941), l'organisation est protéiforme, cloisonnée, compartimentée* ».

L'historien cherche aussi la cohérence, même s'il est conscient du caractère « protéiforme » et fluctuant de l'organisation concernée. Il a pour sources des récits, des témoignages et des états de service officiels dont les auteurs n'ont qu'une vue partielle des événements successifs, qui sont eux-mêmes des personnages complexes et dont certains ont, en outre, une forte tendance à broder, ce qui est à coup sûr le cas d'André Méresse. Il faut aussi tenir compte des rivalités très fortes qui ont opposé les



A droite, Raymond Laverdet (nom de code : Red).
(crédit : www.francaislibres.net ; non daté)

rescapés à la Libération (et en particulier celles entre Méresse et Lhopital), des accusations qui ont porté sur Méresse et des luttes pour la détention des archives de l'organisation, toutes choses qui compliquent le travail de reconstitution historique.

LES RELATIONS ENTRE LA MISSION DASTARD ET L'AV

La mission Dastard

Avant d'évoquer les liens qui se sont tissés entre l'AV et la mission Dastard, il est nécessaire de rappeler dans ses grandes lignes les objectifs et les réalisations de cette mission, la question ayant été traitée dans notre précédent article. C'est la cinquième mission envoyée en France par le SR de la France Libre (le Service de renseignement ne porte pas encore à ce moment-là le nom de BCRA). C'est une mission très particulière qui implique deux hommes dont les pseudos sont « Red » et « Red X ».

« Red », c'est Raymond Laverdet, qui utilise au cours de cette mission au moins deux autres pseudonymes : « Ruis » et « Legall » (ou « Le Gall »). Laverdet est né dans le 14^e arrondissement de Paris, le 7 juin 1913. Socialiste, il a adhéré au PSOP (Parti socialiste ouvrier et paysan), fondé en 1938 par l'aile gauche du Parti socialiste SFIO. En 1935, il est quartier maître canonier sur le sous-marin Surcouf. A l'été de 1940, au moment

de la débâcle, Laverdet est en Angleterre, marin à bord d'un dragueur de mines. Il s'engage dans les FFL à Liverpool et les Britanniques du SOE lui font suivre un entraînement spécial en vue de son parachutage dans la France occupée dans le cadre d'une mission du SR de la France Libre. Il a pour mission de contacter des gens de gauche, des cadres du mouvement ouvrier, des syndicalistes, et d'organiser avec eux des sabotages anti-allemands dans les usines. C'est la rencontre d'un ancien camarade icaunais du PSOP, Robert Simon, qui le mettra en contact avec le groupe Valmy du parti communiste. Mais les premiers résistants que Laverdet rencontrera à Paris n'étaient pas communistes, ils appartenaient à l'Armée Volontaire (ou plus exactement à plusieurs des groupes qui l'ont constituée).

« Red » et « Red X », son radio (André Alainmat, né le 1^{er} janvier 1921 à Guingamp), sont parachutés le 6 septembre 1941 à la limite des départements de l'Yonne et de la Seine-et-Marne, au lieu-dit Le Petit Chaumont, sur la commune de Chaumont, près de Villeneuve-la-Guyard. Laverdet est blessé, sans doute légèrement. Ils sont recueillis chez Charles Lafabrègue, hôtelier à Courlon, village situé à quelques kilomètres. Ils y restent quelques jours cachés car leur parachutage a été découvert. En effet, le 9 septembre 1941, un charretier

de Chaumont a trouvé sur le territoire de la commune « un sac de toile contenant des amortisseurs, un casque en cuir et divers autres objets » de marque anglaise. Il a porté le tout chez le maire, M. Hattier qui, le lendemain, a prévenu la gendarmerie de Villeneuve-la-Guyard. Le 11 septembre, les « gendarmes allemands sont venus à leur tour et ont trouvé deux parachutes dans les broussailles ».

Dastard et l'AV

Le 12 septembre 1941, Laverdet se rend à Paris où Allainmat le rejoint peu après. Dans notre article sur la mission Dastard, nous écrivions que « les deux hommes rencontrent André Méresse puis Raymond Chanel qui sont des responsables de l'Armée des Volontaires ». Nous sommes aujourd'hui en mesure de montrer que les choses ne sont pas aussi simples car, à l'automne 1941, il n'existait pas encore d'organisation structurée qui porte le nom d'AV et Méresse ne jouait pas encore un rôle dirigeant. Le contact est d'une extrême importance pour l'AV car il apporte à cette organisation une reconnaissance de la part de Londres, une liaison radio et les fonds qui lui sont absolument nécessaires (jusqu'alors les résistants des divers groupes qui vont constituer l'AV ne disposaient que de leurs finances personnelles, les fonds les plus importants étant fournis par l'oncle de Méresse, Martinaud, directeur d'une agence bancaire de la BNCL, boulevard Saint-Germain).

Laverdet demande des adresses sûres pour émettre et propose à Chanel de « prospecter la Nièvre pour y repérer des terrains propices aux parachutages et même aux atterrissages clandestins ». Laverdet explique comment choisir ces terrains et les baliser, correspondre avec l'avion par feux clignotants, etc. Ces premiers contacts lui permettent d'organiser matériellement la mission et de trouver un lieu d'émission, rue du Faubourg Saint-Jacques à Paris. Il fait une première tentative de liaison radio avec Londres le 17 septembre 1941 mais signale qu'il lui a fallu plusieurs jours avant que la liaison ne fonctionne ; Londres confirme être en contact régulier avec Laverdet à partir du 9 octobre.

Fin janvier 1942, un autre envoyé de Londres, Louis Bourdat (alias « Hervé »), né en 1908 et engagé dans la France Libre

depuis juillet 1940, est parachuté dans la Sarthe et rejoint la mission Dastard. « Adjoint d'opération et instructeur de sabotage », il a une planque parisienne, 22 rue Froidevaux où il constitue un dépôt d'armes. Il noue des relations étroites avec l'Armée Volontaire et intègre l'organisation. Laverdet et Bourdat organisent deux équipes : la première commandée par Robert Duplex, la seconde par Jacques Chapelain, ainsi qu'un laboratoire de micro-photo, de fabrication de faux papiers, de faux cachets et d'une imprimerie sous la direction du sergent Richard Balkosky. Les agents de la mission vont continuer à fréquenter les résistants de l'AV,

LE COMPTE RENDU DE LA MISSION DASTARD ÉTABLI PAR LAVERDET AFFIRME AUSSI QUE BOURDAT A RECRUTÉ DES CHEMINOTS À LA GARE DE LYON ET À MIGENNES, QUE LAVERDET A FAIT LEUR INSTRUCTION ...

surtout Allainmat et Bourdat qui vont généralement émettre à partir de planques qui leur sont fournies par les résistants de l'AV. Le compte rendu de la mission Dastard établi par Laverdet affirme aussi que Bourdat a recruté des cheminots à la gare de Lyon et à Migennes, que Laverdet a fait leur instruction et que leur action a abouti « à la destruction de huit locomotives et boogies de wagons en gare de Laroche-Migennes » et « à l'incendie entre Joigny et Auxerre d'un train de paille destiné à la Wehrmacht ». On sait aussi que la mission Dastard a fait parachuter des armes et des explosifs sur le territoire de la commune de Courlon, le 1^{er} mai 1942, dans le nord du département, matériel destiné au groupe communiste parisien Valmy et qui servira à plusieurs attentats réalisés à Paris par ce groupe contre des troupes d'occupation, dans l'été et à l'automne 1942³.

Nous verrons plus loin que rapidement les relations se sont fortement dégradées au sein de la mission Dastard dans le cadre de ses contacts avec les résistants de l'AV. Mais voyons d'abord ce qu'est l'AV.

L'ARMÉE VOLONTAIRE (OU ARMÉE DES VOLONTAIRES)

L'organisation qui ne prend le nom d'Armée

Volontaire [c'était sans doute le nom que Lhopital avait donné à son propre groupe] qu'à la fin de 1941 ou au début de 1942 est un agglomérat de résistants qui avaient tous appartenu précédemment à des groupes constitués à une date précoce, automne 1940, hiver 1940-1941. Le nom lui-même n'a jamais été définitivement établi. Si les liquidateurs ont donné celui d'AV, il arrive fréquemment que ses membres eux-mêmes, et les historiens après eux, utilisent le terme -sans doute plus logique- d'Armée des Volontaires. C'est sous ce titre que l'organisation est classée dans les archives du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale et les témoignages d'anciens résistants utilisent constamment les deux termes. C'est également sous ce nom qu'elle figure dans le *Dictionnaire de la Résistance* publié sous la direction de François Marcot aux éditions Robert Laffont en 2006, ainsi que dans l'ouvrage publié par le Service historique de la Défense sous la



La « marque » de l'Armée volontaire

direction de Stéphane Longuet et Nathalie Genet-Rouffiac, *Les réseaux de résistance de la France combattante*, Economica 2013.

Les groupes d'origine

Ces groupes se sont constitués, très précocement (des petits groupes existent en 1940 dans le 6^e, le 12^e et le 13^e arrondissement de Paris), par des relations amicales, professionnelles, ou par des sympathies politiques connues ou supposées. Beaucoup de ces premiers résistants sont des anciens combattants de la Grande Guerre, des militaires de carrière (dont plusieurs officiers), des patriotes antiallemands favorables aux idées de la Révolution nationale ;

[LE DOSSIER]

plusieurs se sont connus chez les Scouts ou à l'Action française. Les rencontres se font dans des cafés, dont les adresses et les noms sont souvent donnés avec précision dans les divers témoignages et enquêtes (le bar de la Reine blanche, le café du Péristyle, le café de la Boule d'Or, le café-tabac Saint-Sulpice, le Napolitain etc.). On peut parler d'une résistance gaulliste dans la mesure où ces hommes et ces femmes cherchent très tôt à entrer en relation avec Londres, dans la mesure aussi où ils appartiennent plutôt à des milieux politiques de droite (ils sont pour la plupart pétainistes en 1940), et dans la mesure où ils vont constituer dès que possible des réseaux dépendants de la France Libre. Cette organisation n'a pas encore trouvé son historien et la présentation que nous en faisons ici ainsi que celle de leurs contacts réciproques répond à des nécessités pédagogiques sans avoir la présentation d'être complète ou définitive.

1. Le groupe Lhopital, ou Lhopital-Domergue.

Il semble que ce soit ce groupe qui, le premier, ait pris le nom d'Armée Volontaire (serait-ce en relation avec la proximité de la rue des Volontaires, près de Saint-Sulpice comme certains le suggèrent ?). Le colonel Lhopital a été le chef d'état-major du maréchal Foch, il a appartenu à l'Action française, au comité France-Allemagne, avait été blessé lors des émeutes du 6 février 1934, puis, durant 15 ans délégué général des Scouts de France ; il est pétainiste. Dans ce groupe on trouve Charles Domergue, Mineur, Heurteaux, Trannant, Duchemin, Falcoz, etc. Plusieurs ont participé à l'organisation de la manifestation étudiante du 11 novembre 1940 et contribuent à la diffusion du journal *Pantagruel*.

Charles Domergue, ancien combattant dans les chasseurs alpins, amputé du poignet suite à une blessure de guerre, chef de bureau au ministère des Pensions, secrétaire de la Fédération des chasseurs à pied (ce qui lui donne de multiples contacts et lui permet de fournir des fiches de démobilisation aux prisonniers de guerre évadés) est souvent considéré comme le véritable chef de ce groupe ; il aurait fait appel à Lhopital. La première réunion de ce groupe s'est tenue chez Charlet, épicier rue des Ciseaux, beau-père de Trannant. A partir de novembre 1940, les réunions sont quotidiennes, la



Charles Domergue

plupart au bar de la Reine blanche⁴.

2. Le groupe Méresse

Méresse travaille au service du Contentieux de la SNCF. Il vit à Gennevilliers et à Paris. Il regroupe quelques camarades et réunit des soldats de son unité qu'il a pu toucher dans deux cafés (chez Wepler et Au Napolitain). Il recrute ainsi l'agent SNCF Delpire qui est déjà intégré au réseau de renseignement Pat O'Leary.

3. Le groupe Donnay

André Donnay est un avocat parisien qui avait créé un groupe de résistance gaulliste, qui travaille surtout dans le Calvados, et c'est dans ce département qu'il aurait été en rapport avec l'Anglais John Hopper. Ce groupe a des correspondants locaux dans le Bordelais, les Pyrénées, le Nord, la Nièvre : ainsi s'établit le contact avec le docteur Chanel à Nevers.

4. Le groupe Heurteaux, ou Heurteaux-Riedinger

Il semble se distinguer du groupe Lhopital sans doute par une scission postérieure à la formation du premier groupe. Il faut noter d'autre part que Heurteaux est l'un des fondateurs du mouvement OCM (Organisation civile et militaire). De toute manière, ces deux groupes restent étroitement liés. Le général Riedinger est lui aussi un ancien chef d'état-major de Foch.

5. Le groupe Pantagruel

Ce journal, financé par Louet, est rédigé, imprimé et mis en page par Raymond Deiss, un imprimeur de musique parisien, aidé par deux typographes-linotypistes, René et Robert Blanc⁵ et entreposé à l'imprimerie Duchemin. *Pantagruel*, considéré comme le premier journal de la résistance clan-

destine, est distribué par des résistants de l'AV et certains de ses responsables le considèrent comme l'organe de l'AV. Mais Letourneur, ancien membre de l'organisation, répondant à une enquête du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, affirme que « l'AV apportait à *Pantagruel* une simple collaboration, celui-ci restait l'organe de Deiss ».

6. Le groupe Vengeance

Qu'il faudrait peut-être mieux appeler le groupe de Nevers car il trouve son origine dans un petit groupe constitué dans cette ville, « Les Français du Morvan », auquel a appartenu le docteur Chanel. Il s'agit de quelques résistants qui font du renseignement et du passage de la ligne de démarcation. Le docteur Chanel a été recruté par son ami Vic-Dupont qui travaille pour le SR clandestin de Vichy. Ils sont les fondateurs du réseau Vengeance et le docteur Chanel considère le groupe de Nevers comme « l'antenne nivernaise de l'Armée Volontaire ».

Il nous a encore été possible d'identifier, sans avoir les moyens de vraiment les caractériser, **le groupe Lamboley**, **le groupe Dubois** (dit « Bataillon de la mort »), **le groupe Arthuys**, qui se confond en partie avec un groupe de l'OCM et **le groupe Sauvoureux-Deleule**, qui se confond en partie avec un groupe du mouvement Ceux de la Libération, mouvement auquel appartient Raymond Deleule (alias « Berthet »). Letourneur écrit : « Au fond, dans ces débuts de la Résistance, il n'y avait pas de véritables groupements. Il y avait seulement des petits groupes, parmi lesquels un nom parfois courait et qui passaient sous la responsabilité de l'un ou de l'autre, au hasard de contacts parfois espacés. »

Contacts et relations entre les groupes d'origine

Les divers témoignages, surtout ceux qui furent recueillis par les correspondants du Comité d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale, permettent d'approcher la genèse et l'évolution complexe de l'organisation. Ces groupes sont en effet entrés en contact les uns avec les autres et les vagues successives d'arrestations en ont continuellement modifié la composition.

Dans un premier temps, il y a fusion des

groupes Donnay, Méresse et Vengeance puis, après l'arrestation de Donnay, fusion avec le groupe Lhopital, par Domergue. Le groupe fusionné demeure en relation avec le groupe Heurteaux et Riedinger et en étroite relation avec l'OCM et avec Ceux de la Libération : Méresse a rencontré Maurice Ripoche, fondateur du mouvement, en septembre 1941 par l'intermédiaire du lieutenant Savouray qui en était l'un des responsables, en présence de Domergue.

En janvier 1942, à la suite de nombreuses arrestations, l'organisation se structure alors autour de Méresse et de Chanel qui deviennent clandestins. Paul-Emile Chartier, aviateur, ami de Méresse, lieutenant-colonel, devient responsable militaire de l'AV. Des « groupes francs » sont créés, des terrains de parachutages recherchés et homologués.

En janvier 1942, les contacts entre Méresse d'une part, Ripoche et « Médéric » d'autre part, c'est-à-dire entre AV et Ceux de la Libération se font plus intenses et l'Historique de l'Armée Volontaire prétend que l'organisation Ceux de la Libération fusionne avec l'Armée Volontaire suite à une rencontre entre leurs dirigeants à Lyon. Les liens entre Armée Volontaire, Vengeance, et Ceux de la Libération sont donc quasiment originaux.

Au printemps 1942, les activités des divers groupes qui constituent l'AV sont les suivantes :

- Le renseignement. Les informations recueillies sont d'ordre militaire, politique ou économique : effectifs allemands, armement, déplacement de troupes, passage et garage des trains de munitions, plans de fortifications, productions diverses, mouvements des trains etc. Charles Deguy, du groupe Lhopital, est très tôt en relation avec Londres. Par la suite, les renseignements furent transmis à Londres par divers canaux qui montrent l'ingéniosité et la vitalité de l'organisation : par l'intermédiaire de l'agent britannique Hopper (qui utilise le bar du Petit Poucet à Dijon, qualifié de « centre » de l'IS), par celui des émissions radio de la mission Dastard, par « Médéric » (François Védry) du mouvement Ceux de la Libération, par les services anglais de la Côte d'Azur, par Delpire et le réseau Pat O'Leary, mais aussi par les services américains du consulat de Vichy.

- La propagande : rédaction et distribution de tracts et de papillons, diffusion du journal *Pantagruel*.

- L'évasion et le passage de la ligne de démarcation, pour les prisonniers de guerre d'abord, pour les officiers et aviateurs alliés ensuite.

- La recherche de terrains de parachutage ou d'atterrissage et la réception. Cette mission a été demandée par Laverdet, et Cha-

Deiss est arrêté en novembre 1941 et fusillé à Cologne en mai 1943 ; René et Robert Blanc subissent le même sort.

- Une seconde vague a lieu en janvier 1942 et se poursuit pendant plusieurs mois, une « rafle monstre » après que des carnets aient été découverts par la *Gestapo*, avec des adresses en clair. Domergue est arrêté de nouveau le 24 janvier 1942, en même

CES PREMIERS GROUPES DE RÉSISTANTS PAYÈRENT UN TRÈS LOURD TRIBUT ET LEUR COURAGE DOIT ÊTRE SOULIGNÉ.

nel a fait homologuer des terrains dans le Val de Loire nivernais, dans le secteur de Livry, à la frontière de la Nièvre et du Cher (terrain « Hydrogène-Otarie »), et dans la région de Cosne-sur-Loire. D'autres terrains ont été trouvés dans la Vienne et le Calvados, et c'est dans le cadre de cette mission qu'il faut replacer la recherche par Méresse d'un terrain de parachutage à Saint-Bris-le-Vineux, dans l'Yonne, à la fin de 1941.

L'organisation dispose d'un nombre croissant de ramifications en province où elle s'appuie sur des groupes qui lui préexistent : Caen, Nancy, Lille, Angers, Poitiers, Bordeaux, Amiens, Strasbourg, Bourges, Vichy, Lyon, et bien sûr Nevers car Chanel joue un rôle important dans la dispersion géographique croissante de l'AV.

Les arrestations

Ces groupes furent décimés par plusieurs vagues d'arrestations. On remarque que plusieurs résistants furent relâchés après une première arrestation, qu'ils reprirent leur activité et furent de nouveau arrêtés, pour ne plus être relâchés et, pour plusieurs d'entre eux, mourir en déportation. Ces premiers groupes de résistants payèrent un très lourd tribut et leur courage doit être souligné.

- Une première vague d'arrestations a lieu dès 1941 :

Lhopital est arrêté le 1^{er} avril avec Ulmann et Frot ; ils sont relâchés le 5 et le 28 mai. Charles Deguy est arrêté en août 1941 ; interné à Fresnes, il est fusillé en juillet 1942. Domergue est arrêté en septembre par la police française, puis relâché. Donnay est arrêté le 1^{er} septembre, Lamboley, le 26 septembre, Domergue, de nouveau, le 27. Heurteaux et Riedinger le sont également.

temps que Lhopital, Donnay et plusieurs autres cadres. Charles Dubois est arrêté le 8 mai et Hopper à la fin juillet. La plupart des résistants de l'AV arrêtés à cette époque sont déportés en octobre et jugés par le *Volksgesicht* (tribunal nazi spécialisé dans la répression de la Résistance) à la fin mai 1943. Plusieurs sont décapités le 31 août 1943.

- Une troisième vague a lieu au début novembre 1942. Chanel est arrêté le 2 novembre 1942 par des policiers français qui le livrent aux Allemands et Méresse est arrêté cinq jours plus tard. Une quarantaine de chefs de secteurs de province sont arrêtés dans les jours suivants.

L'Armée Volontaire après les arrestations de novembre 1942

L'organisation est fortement touchée par l'arrestation de plusieurs dizaines de ses membres. Elle survit néanmoins et poursuit son développement car l'autonomie et les liens souples qui existent entre les groupes et avec d'autres organisations de résistance rendent impossible sa disparition complète. Les arrestations continuent, mais l'organisation survit à chacune d'elle. Elle garde donc sa structure de réseau complexe de groupes autonomes, structure qui rend toujours très difficile une délimitation précise de son périmètre.

C'est cette structure particulière et cette renaissance en 1943 qui expliquent, d'une part l'homologation officielle d'une nouvelle organisation à partir de novembre 1942 (AV-RIF) qui succède à AV-SR, d'autre part l'ignorance assez large de l'importance historique de cette organisation.

Selon l'Historique de l'AV, l'organisation est reprise en main dès le début de 1943 par

[LE DOSSIER]

Gabriel Faillot et Arsène Poncey, président de l'Association des anciens combattants de la préfecture de Police. Faillot est assisté par Gustave Baudron et Michel Delalande. La reconstruction continue et « *la liaison est reprise avec les groupes de Paris et quelques groupes de province* ». Ainsi Alphonse Fercot développe-t-il fortement son groupe au nord de Melun, qui devient largement autonome⁶ et Raymond Fournier continue-t-il son travail dans la Nièvre⁷.

Arsène Poncey de son côté « *se réserve le terrain très spécial de la police où il accomplit un travail de recrutement considérable* ». Il avait organisé avec Ernest-Henri David et le général Coutisson un groupe de résistance dans la police qui avait pris le nom de groupe Valmy⁸. Presque tous les responsables de ce groupe sont arrêtés le 11 mars 1943. Coutisson est fusillé, Poncey mourra en déportation. L'un de ses adjoints, le commissaire Edmond Dubent, assisté d'Armand Fournet, crée alors une nouvelle organisa-

L'ACTIVITÉ ESSENTIELLE DE L'AV DEMEURE LE RENSEIGNEMENT, TANDIS QUE LES DIVERS GROUPES LOCAUX RENFORCENT LEURS ACTIVITÉS DE LUTTE ARMÉE.

tion autonome, « L'Honneur de la Police », avec les rescapés du groupe Valmy. Il l'appuie sur les structures de la Préfecture, lui donne un rapide essor et la rapproche d'autres organisations : le mouvement Résistance, le NAP (Noyautage des administrations publiques) et le groupe d'action immédiate du commissaire Charles Porte, ancien adjoint de Jean Moulin. Porte, Dubent et quatre de leurs adjoints sont arrêtés le 28 décembre 1943 et Dubent mourra en déportation. Le brigadier Armand Fournet prend la relève. « L'Honneur de la Police » fut le plus important des trois groupes de la résistance policière parisienne⁹.

L'activité essentielle de l'AV demeure le renseignement, tandis que les divers groupes locaux renforcent leurs activités de lutte armée. L'AV se rapproche d'autres organisations de résistance et intègre les FFI. C'est la nouvelle et dernière phase de son évolution. En novembre 1943, deux représentants de l'AV, Delalande et Baudron rencontrent des délégués de l'Armée secrète,

de Résistance, de l'ORA, de l'OCM et de Libération-Nord. Au début de 1944, « un accord de collaboration militaire » est signé avec l'ORA, suite à une entrevue avec le général Revers qui en est le dirigeant. Cet accord écrit prévoit que l'ORA verse une subvention mensuelle à l'AV mais que celle-ci demeure autonome sur les plans administratif et politique.

Au second trimestre 1944, les groupes paramilitaires de l'AV intègrent les FFI de la région parisienne. Les six divisions parisiennes se fondent dans les quatre secteurs FFI, tandis que Baudron devient chef du 3^e Bureau de l'EM-FFI. Fin juillet 1944, un groupe mobile de l'AV est rattaché à l'EM-FFI de Paris. Le 15 août, ce groupe mobile est constitué d'un état-major et de quatre bataillons de 331 hommes, qui prendront part aux combats de la Libération de Paris.

Il n'est quasiment pas possible d'établir un bilan de la répression, pas plus d'ailleurs que de fixer avec quelque précision le nombre des résistants qui ont animé les groupes dont l'ensemble constitue l'AV. Les chiffres de 5 ou 6 000 membres actifs sont considérés comme vraisemblables par les témoignages qui nous semblent les plus crédibles ; 200 d'entre eux au moins seraient morts en Allemagne.

MÉRESSE, CHANEL ET L'HISTOIRE DE L'AV, DE L'AUTOMNE 1941 À NOVEMBRE 1942

Nous allons maintenant essayer d'approfondir l'histoire de l'AV dans la période qui va de l'automne 1941 à novembre 1942 et nous intéresser plus particulièrement à deux des principaux acteurs de cette histoire complexe, André Méresse et Raymond Chanel, parce qu'ils touchent de plus près l'histoire de la Résistance dans notre région (Yonne et Nièvre), parce que leur itinéraire personnel est tout à fait passionnant et aussi, tout simplement, parce que c'est sur eux que l'on a le plus de renseignements, du fait des témoignages et publications qu'ils ont tous deux faits après la guerre.

André Méresse

André Méresse (pour lequel nous ne disposons malheureusement pas de photo) est un personnage assez étonnant et pour le moins complexe. Il est né le 10 octobre 1913 à Gennevilliers (Seine) ; sa mère, Germaine Martinaud, est née à Auxerre et possède une maison à Saint-Bris-le-Vineux ;

elle exerce le métier d'institutrice à Chitry, village proche de Saint-Bris, pendant la période de l'Occupation¹⁰. Après ses études primaires, André Méresse est entré au Petit Séminaire de Montagny, dans la Somme, puis au Grand Séminaire d'Amiens où il a reçu en 1932 et 1933 les ordres mineurs. Il entre ensuite au Grand Séminaire de Soissons où il est nommé sous-diacre en 1934. Il a son baccalauréat et un certificat de licence de philosophie. Après son service militaire dont il sort avec le grade de maréchal-des-logis-chef, il semble avoir eu une crise de conscience et il quitte le séminaire pour aller vivre quelque temps chez sa mère à Saint-Bris-le-Vineux. Il s'essaie un peu au commerce puis entre en 1936 à la SNCF, où il devient bientôt sous-ingénieur, jusqu'à la guerre.

Mobilisé en août 1939, il est affecté au 29^e régiment de dragons puis à la 228^e compagnie du train auto des équipages. Il participe avec le grade d'adjudant à la campagne de Belgique et fait partie des soldats français évacués le 3 juin 1940 en Angleterre depuis Dunkerque. Il affirme être revenu en France dès juillet 1940 et avoir habité alors chez sa mère à Gennevilliers où elle résidait alors. C'est à ce moment qu'il aurait commencé à regrouper des camarades et d'anciens soldats de son unité du train qui partagent son refus de l'armistice et de l'occupation allemande, ainsi que son mépris pour Pétain (selon ses propres termes : « *un vieil arriviste, un faux catholique, un traître* »). Ses activités restent cependant assez floues jusqu'au printemps 1941. Dans une des multiples versions de L'Histoire de l'Armée volontaire qu'il a rédigées ou inspirées, il affirme avoir pris contact avec plusieurs groupes de résistants de la région parisienne, avoir commencé à transmettre des renseignements aux Anglais par l'intermédiaire de Delpire, un agent de la SNCF qu'il connaissait et avoir organisé des passages en Angleterre à partir des côtes du nord de la France.

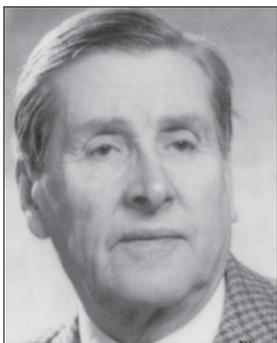
Au printemps 1941, sa mère étant repartie vivre dans l'Yonne, à Saint-Bris-le-Vineux, il réside désormais à Paris, au 133 boulevard Saint-Germain, chez son oncle Fernand Martinaud, directeur d'une agence de la BNCL à Paris. C'est par l'intermédiaire de cet oncle qu'il entre en relation avec un certain Raulhac, propriétaire du bar de la Reine Blanche et membre du groupe de résistance animé

par André Donnay (un avocat-conseil parisien), et avec Mlle Suzanne Le Bris, qui travaille pour Donnay. Celle-ci lui demande d'héberger Patrick Harwood, un officier de la marine britannique évadé de l'hôpital du Val-de-Grâce, qui ne parle pas un mot de Français : Méresse le cachera pendant deux mois, en juillet et août 1941, dans l'appartement de Gennevilliers. Toujours dans l'été 1941, séduits par l'enthousiasme de Méresse, Donnay et Raulhac le présentent à d'autres résistants, en particulier le général Riedinger, ancien chef d'état-major du maréchal Foch, le colonel Lhopital, le colonel Heurteaux, Charles Domergue, etc. Pendant l'été 1941, Méresse rencontre aussi Arthuys, le fondateur de l'OCM (Organisation Civile et Militaire) ainsi que Savouray, du mouvement CDLL (Ceux de la Libération). Il fait aussi la connaissance de John Hopper (pseudos « Paul », « Bennett »), un agent anglais de l'*Intelligence Service* qui était en relation avec Donnay et qui a dû s'enfuir avec son épouse et ses deux enfants de la région de Caen pour se réfugier à Paris¹¹.

Fin août 1941, décision est prise de faire passer Harwood en zone libre puis en Espagne pour le rapatrier en Angleterre. Méresse l'accompagne en train jusqu'à Auxerre puis, après un court séjour à Saint-Bris-le-Vineux, jusqu'à Nevers où les deux hommes doivent rencontrer un médecin, le docteur Chanel, qui est en relation avec Donnay. Méresse et Chanel sympathisent immédiatement et auraient décidé alors de faire fusionner les groupes Donnay-Méresse-Chanel.

Raymond Chanel

Raymond Chanel est né le 4 janvier 1908 à Paris. Après des études de médecine à Paris en compagnie de Victor Dupont, il s'établit comme médecin oto-rhino-la-



Raymond Chanel (photo d'après-guerre)

ryngologiste à Nevers. Il a commencé très tôt, dès novembre 1940, ses activités de résistance au sein d'une organisation qui assure le passage de la ligne de démarcation (située entre Nevers et Moulins) à des prisonniers de guerre évadés, mais ce mouvement se dissout dans l'hiver. Au printemps 1941, il entre en contact avec le commandant Martin, secrétaire de la Chambre de commerce de Nevers, qui a créé dans la Nièvre un groupe de résistance dénommé « Les Français du Morvan » avec le docteur Subert¹², Roger Blanc, ingénieur des Ponts et Chaussées et Edouard Harris, professeur au lycée.

Après l'arrestation de Martin, Chanel entre en contact avec André Donnay et il est chargé de la liaison entre ce dernier et l'antenne nivernaise de l'AV. Il envoie des renseignements (sur les troupes allemandes, les installations industrielles, le camp d'Avord, etc.) à Méresse qui les fait transmettre par

EN SEPTEMBRE 1941 COMMENCE LA LONGUE SÉRIE D'ARRESTATIONS QUI VA AMPUTER L'AV DE LA PLUPART DE SES CHEFS SUCCESSIFS...

radio à Londres, et continue à organiser le passage de la ligne de démarcation. Mais, à la demande du docteur Victor Dupont, le futur fondateur et chef du réseau Vengeance (qui se fait appeler Vic Dupont dans la Résistance), qu'il avait fait passer en zone libre en décembre 1940, il fait partie aussi du SR Air de Vichy et, dans ce cadre, il anime un réseau de renseignement dans la Nièvre et le Cher. A partir de l'automne 1941, il est aussi en relation avec le réseau d'évasion britannique Pat O'Leary et s'occupe de faire passer la ligne de démarcation à des aviateurs de la RAF abattus sur le continent et désireux de rejoindre l'Angleterre par l'Espagne.

L'ARMÉE VOLONTAIRE À L'AUTOMNE 1941

En septembre 1941 commence la longue série d'arrestations qui va amputer l'AV de la plupart de ses chefs successifs et que nous avons résumée précédemment. Méresse, qui semble devenu, à la suite de l'arrestation de Domergue et de Donnay, le principal animateur du groupe dans la région parisienne, est mis en contact avec Laverdet et son radio Allainmat, membres de la mission Dastard qui viennent d'être parachutés dans l'Yonne et ont gagné Paris. Décision est prise de permettre à l'AV d'émettre en

direction des services français de Londres par l'intermédiaire d'Allainmat, qui s'installe avec son poste radio dans l'appartement de Méresse à Gennevilliers ; mais l'AV peut également transmettre des informations aux services britanniques par l'intermédiaire d'Hopper, qui dispose également d'un poste radio émetteur dans la région parisienne.

Le parachutage raté de Saint-Bris-le-Vineux

Laverdet, on l'a dit, s'intéresse en particulier au repérage de terrains de parachutages et d'atterrissages pour de futures missions du BCRA. Chanel dans la Nièvre et Méresse dans l'Yonne repèrent plusieurs terrains. Méresse propose l'organisation d'un parachutage à proximité de Saint-Bris-le-Vineux, à quelques km au sud-est d'Auxerre. Méresse a séjourné souvent à Saint-Bris, il connaît bien les lieux et les habitants et se fait fort de recruter et mettre en place une

équipe de balisage et de réception pour ce futur parachutage. L'équipe de réception aurait été constituée de Louis Mazeau, maçon à Saint-Bris, de son fils Albert, d'Adrien Prestat et de son fils Francis, de Marcel Blin et d'un habitant de Champs, Chaumard, et peut-être de quelques autres habitants du village¹³. Les coordonnées du terrain ayant été transmises à Londres et le terrain homologué, Méresse, Laverdet et Allainmat viennent séjourner à Saint-Bris à la fin novembre 1941, le parachutage devant avoir lieu à la pleine lune.

Mais les archives du BCRA (et le témoignage de Laverdet) prouvent que finalement ce parachutage n'a pas eu lieu. En effet, dans son rapport hebdomadaire établi à Londres, le capitaine du BCRA Bienvenue écrit à la date du 29 novembre : « ... Red devait recevoir sur un terrain balisé un adjoint-instructeur de sabotage dans la nuit du 26 au 27. L'avion transportant cet instructeur s'est rendu, deux nuits de suite à l'endroit indiqué, mais n'ayant vu aucun balisage, l'opération n'a pu être accomplie »¹⁴. Le premier soir, il semble que l'avion se soit perdu et n'ait pas trouvé son objectif ; le second soir, il est bien arrivé au-dessus de Saint-Bris (ce qui explique que des témoins affirment

[LE DOSSIER]



Attestation de Méresse au nom de Marcel Blin
(archives privées Rémy Cantin)

l'avoir entendu) mais n'a pas effectué de largage faute d'avoir vu le balisage prévu. Que s'est-il passé ? Est-ce l'équipe de balisage qui n'a pas fait correctement son travail ? Est-ce l'équipage de l'avion qui n'a pas bien repéré les lieux ? Si Méresse laisse entendre, sans donner aucune précision, que le parachutage a eu lieu¹⁵, son échec est confirmé par Laverdet qui écrit après

la guerre : « Parachutage annoncé pour la lune de décembre à Saint-Bris-le-Vineux, organisation équipe de récupération et de caches éventuelles, attente vaine dans la neige pendant 10 nuits »¹⁶. Le capitaine Bienvenue échoue ensuite à entrer en contact avec Laverdet pendant une semaine, l'opération est reportée plusieurs fois à cause du mauvais temps puis sera fi-

nalement annulée. Ce n'est que dans la nuit du 26 au 27 janvier 1942 que l'instructeur annoncé, Louis Bourdat (pseudo « Hervé », ou « Bourdier »), sera parachuté, mais cette fois-ci dans la Sarthe.

L'AV EN 1942

Les arrestations de janvier-février 1942

Pendant ce temps, la direction de l'AV est à nouveau décapitée par les arrestations (Domergue, L'hospital, Lalanne-Picard, Cadin, Désiré Charles, etc.). Dans la Nièvre, au début janvier, Chanel lui aussi est arrêté, interrogé par les policiers allemands mais relâché faute de preuves. Se sachant surveillé, il quitte son domicile et vient rejoindre Méresse à Paris : désormais, ils sont tous deux clandestins et ne se quitteront plus jusqu'à leur arrestation à l'automne 1942. Les deux hommes se retrouvent de fait à la tête de l'AV privée de ses chefs antérieurs mais ont beaucoup de mal à renouer les contacts avec les membres de l'organisation qui ont échappé aux arrestations et à en réorganiser les activités. Raymond Deiss, ainsi que René et Robert Blanc sont

Reproduction du tableau récapitulatif des opérations faites pour le compte de la section « Action » du BCRA

N° par ordre chron.	Date	Nom de l'opération	Personnel et matériel	Région	Comité de réception	Retard	Erreur de Navigation	A	B	C	D	E	Observations
10	27.11.41	DACE	REDX Et containers	YONNE S. Auxerre	RED	22 jours	Erreur totale	-	-	-	-	-	Avion a perdu son chemin. Opération à refaire.
11	28.11.41	DACE	=	=	=	23 jours	Réception non trouvée	-	-	-	-	-	Le Comité de réception n'a pas fonctionné. Opération à refaire.
15	3.1.42	DACE	REDX	SARTHE S. du Mans	sans	59 jours	-	-	-	-	-	-	Mauvais temps empêche trouver le point. Opération à refaire.
16	26.1.42	DACE	=	=	=	82 jours	-	-	-	-	-	oui	

Légende :
A. Blessures et bris de matériel / B. Sans conséquences / C. Conséquences sérieuses / D. Echec total / E. Réussite totale

Ce document se trouve aux Archives nationales dans les dossiers du BCRA (AN. 3AG2) Il nous a été communiqué par Michel Blondan. Il s'agit d'un récapitulatif des opérations faites pour le compte de la section « Action » du BCRA. L'opération « Dace » devait parachuter un second opérateur radio à Laverdet (Red X est Louis Bourdat) au sud d'Auxerre (à Saint-Bris) et Laverdet (Red) faisait partie de l'équipe de réception au sol. Prévue le 5 novembre 1941, l'opération fut exécutée le 27 avec 22 jours de retard et elle échoua car l'avion avait perdu sa route. Répétée le lendemain, elle échoua de nouveau. L'avion dut survoler l'endroit en attendant de voir les signaux lumineux que l'équipe au sol aurait dû lui faire, ce qui peut expliquer qu'un témoin (M. Boisseau) affirme que le parachutage eut lieu. Dans son rapport de mission établi en 1944, Laverdet affirme cependant avoir attendu vainement dans la neige pendant dix nuits... Le parachutage fut déplacé dans la Sarthe où Bourdat devait être parachuté sans équipe de réception. Il échoua le 3 janvier 1942 pour cause de mauvais temps et réussit enfin dans la nuit du 26 au 27 janvier 1942. On observe la qualité des informations fournies par ce document ainsi que les immenses difficultés de liaison entre l'Angleterre et la Résistance intérieure.

eux aussi arrêtés, en février 1942, tandis que Louet réussit à éviter l'arrestation, et le journal *Pantagruel* cesse de paraître. Par chance, les Allemands, lors de la perquisition de l'appartement de Méresse à Gennevilliers, n'ont pas trouvé le poste de radio qui avait été déménagé par précaution peu avant et Allainmat peut continuer à émettre depuis le domicile d'un membre de l'AV, Paul Coadoux, à Saint-Maur¹⁷.

Dissensions au sein de l'AV et nouveaux coups durs

Méresse rencontre chez Laverdet le nouvel envoyé du BCRA, Bourdat, mais les relations entre Méresse et Laverdet ne tardent pas à se gâter, pour diverses raisons¹⁸. Hopper, qui a une très forte personnalité et qui a acquis une grande influence sur Méresse, le persuade que les codes secrets de transmission radio d'Allainmat à Londres sont connus des Allemands, qui ont des « taupes » jusqu'au sein du BCRA et le met en garde contre les risques encourus. Allainmat de son côté s'est lié d'amitié avec Méresse et est entré peu à peu au service de l'AV, rompant ainsi avec son chef Laverdet ; ce dernier le soupçonne d'avoir saboté les trois postes radios appartenant à la mission Dastard, mais d'après Chanel ce serait Hopper qui les aurait fait saboter... Bourdat pour sa part semble jouer un jeu assez trouble qui le fait suspecter par Hopper et Méresse d'être un agent double et échappe lui aussi à l'autorité de Laverdet. Au printemps 1942, l'AV est, selon l'aveu même de Méresse, fortement tiraillée entre l'influence de Hopper, donc de l'*Intelligence Service* britannique [d'autant plus que Hopper contribue au financement de l'AV], et celle du BCRA¹⁹.

Méresse et Chanel, sachant la police allemande à leurs trousses, changent fréquemment de résidence mais continuent leurs activités, faisant de fréquents voyages en province où ils essaient de constituer ou reconstituer des groupes dans de nombreux départements. Plusieurs membres parisiens de l'AV (Coadoux et Morel notamment) ont été arrêtés au printemps 1942 par les Allemands puis relâchés et le soupçon règne au sein de l'organisation. Le 5 mai 1942, quatre policiers allemands entrent dans le café où se trouvent Morel, Hopper et sa femme et ouvrent le feu ; Hopper, bien que blessé au bras gauche, riposte et abat un de ses agresseurs tandis que les autres, ainsi

que Morel, s'enfuient. Hopper achève alors sa femme, grièvement blessée à la poitrine, de deux balles dans la tête avant de s'enfuir à son tour (il avait toujours dit qu'il ne se laisserait pas prendre vivant et a préféré achever son épouse plutôt que de prendre le risque qu'elle puisse parler). A la mi-juillet, Laverdet et Bourdat sont attendus par la police à leur boîte aux lettres parisienne : Laverdet réussit à s'enfuir mais Bourdat est tué par les policiers français. Fin juillet, Hopper est arrêté à la porte d'Orléans par des policiers français et remis aux Allemands²⁰. Laverdet, découragé, décide alors de quitter Paris, se rend à Angoulême puis se réfugie dans la région de Nice, où il reprendra ensuite ses activités de résistance.

Nouveaux contacts

Méresse et Chanel, après avoir à nouveau changé de domicile, toujours accompagnés d'Allainmat, reprennent leurs voyages en province et tentent de maintenir l'AV en activité. Ils essaient notamment de recruter des agents dans l'administration et la police. Au sein de la police parisienne s'établit une antenne de l'AV dirigée par Arsène Poncey, président national des Anciens combattants de la préfecture de police, qui possède un bureau aux renseignements

AU SEIN DE LA POLICE PARISIENNE S'ÉTABLIT UNE ANTENNE DE L'AV DIRIGÉE PAR ARSÈNE PONCEY, PRÉSIDENT NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS DE LA PRÉFECTURE DE POLICE, QUI POSSÈDE UN BUREAU AUX RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE LA PRÉFECTURE DE PARIS.

généraux de la Préfecture de Paris. Mais le contact radio avec l'IS à Londres est perdu à la suite de l'arrestation de Hopper et la liaison radio avec le BCRA est également coupée. Méresse fait entrer à l'AV l'un de ses amis, le lieutenant-colonel Paul-Emile Chartier, un aviateur, et tente avec lui de prendre contact avec le consulat américain à Vichy dans l'espoir d'obtenir des subsides et de pouvoir transmettre des renseignements, mais les Américains refusent finalement. Ils font aussi le projet de voler l'avion personnel

de Laval stationné à Vichy et qui, piloté par Chartier, leur permettrait de gagner Londres ; mais ce projet un peu fou échoue lui aussi. Par contre, en octobre 1942, Méresse, Chanel et Coutisson rencontrent à Lyon des dirigeants du CDLL, Ripoche et Deleule et les conversations débouchent sur la décision de faire fusionner l'AV et le mouvement CDLL : Méresse sera chargé de la zone Nord, Ripoche de la zone Sud et Chanel s'occupera de l'activité de renseignement.

La trahison de Coadoux et les arrestations de novembre 1942

Mais les menaces s'amoncellent sur l'AV : l'attitude suspecte de Paul Coadoux, le fait qu'il ait été arrêté puis relâché au printemps 1942 et enfin ses imprudences graves (en particulier celle consistant à avoir établi un fichier où sont inscrits en clair les noms des membres de l'AV, comme membres d'une association de pêche à la ligne de Saint-Maur) inquiètent depuis longtemps des chefs de secteurs de l'AV qui en avertissent Méresse et lui demandent de prendre la décision de l'exécuter. Mais celui-ci hésite à en donner l'ordre et se contente d'exiger de Coadoux la destruction devant lui du fichier de l'AV (il est vraisemblable qu'il en existait une copie, qui se retrouvera dans les mains des Allemands) et de lui interdire toute activité de recrutement. Malgré cette interdiction, Coadoux continue de prendre des contacts et de recruter puis disparaît à la fin octobre (il se serait rendu dans l'Yonne, à Coulanges-la-Vineuse où réside sa famille d'accueil). Méresse et Chanel inquiets vont récupérer du matériel à son domicile à Saint-Maur.

Quelques jours après, le 2 novembre 1942, Chanel est arrêté par la police française à la gare de la Bastille. Le 7 novembre, Allainmat est arrêté (et blessé au bras en tentant de fuir) au bureau de poste des Ternes qui servait de boîte à lettres à l'AV. Le même jour, Méresse est arrêté dans sa nouvelle planque, rue du Faubourg Saint-Denis. Tous trois sont interrogés par la police française et par les Allemands puis emprisonnés à Fresnes. Quelques jours plus tard, le 11 novembre, presque tous les chefs de secteurs de l'AV sont arrêtés par la *Gestapo*. L'AV est donc une nouvelle fois décapitée. Poncey reprend alors la direction de l'AV avec Gabriel Faillot, Baudron et Delalande comme adjoints et accepte la proposition de Coadoux

[LE DOSSIER]

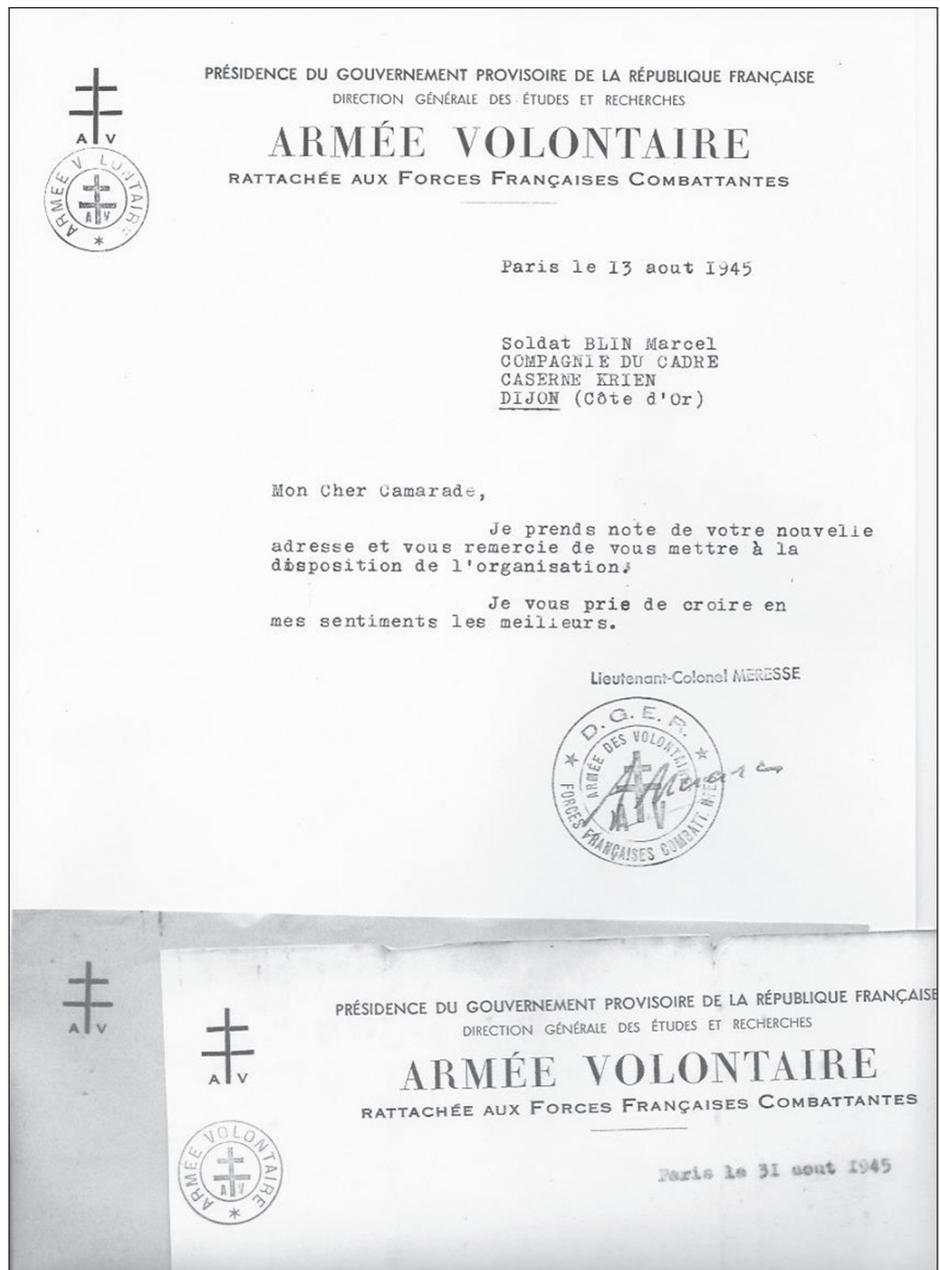
de s'occuper de la province. Mais Poncey est bientôt persuadé que Coadoux est le responsable des arrestations de novembre : le 17 février 1943, le policier Le Viennois, sur ordre de Poncey, abat Coadoux à son domicile. En mars, Poncey et Le Viennois, ainsi que tous les dirigeants de CDLL (à l'exception de Deleule) sont à leur tour arrêtés²¹.

Méresse, Chanel et Allainmat sont déportés dans le même convoi parti de la gare de l'Est le 6 septembre 1943 et arrivent à Mauthausen. Tous trois sont classés NN mais leur destin diverge ensuite. Allainmat est envoyé au *Kommando* de Steyr (il en est revenu à une date inconnue). Chanel est envoyé au *Kommando* de Gusen puis ramené à Mauthausen où il est libéré le 5 mai 1945²². Méresse est transféré à Buchenwald en octobre 1943, puis en novembre 1943 à Dora²³ ; évacué vers Ravensbrück le 16 avril 1945, il est libéré par les Russes le 2 mai à Malchow et rapatrié en France le 10 juin.

LES POLÉMIQUES D'APRÈS-GUERRE

En juin 1945, Méresse retrouve Chanel, assez mal en point (il pèse 33 kg et est hospitalisé pour une paratyphoïde) à Paris ; après un court séjour à Saint-Bris puis dans la Nièvre, les deux hommes reviennent à Paris en juillet et entreprennent de dresser la liste des membres de l'AV. Se parant du grade et de l'uniforme de lieutenant-colonel en tant qu'ancien chef de l'AV, et installé au 26 rue de l'Esquirol à Paris, chez son oncle Martinaud, Méresse devient de fait le chef du bureau liquidateur de l'AV, avec sous ses ordres Chanel et Jeannette Bénaud, ancien agent de l'AV réfugiée en zone Sud. Ils reprennent contact avec Laverdet (qui se fait appeler maintenant « Commandant Le Gall ») et avec le lieutenant-colonel Raymond Deleule (« Berthet »), qui est devenu inspecteur-général au service des fraudes du ministère du Ravitaillement. Mais dès l'automne 1945, le travail de Méresse et de son équipe est vivement contesté et une violente rivalité va opposer le colonel Lhopital, revenu lui aussi de déportation, et Méresse.

Les griefs contre Méresse sont nombreux. Parmi les moins graves, on trouve la prétention de Méresse à se proclamer prêtre et à dire la messe. Le 5 novembre 1945, Méresse a dit une messe à l'église Saint-



Lettre de Méresse, août 1945 (archives privées Rémy Cantin)

Sulpice de Paris à la mémoire des membres de l'AV morts en captivité ou fusillés. A ceux qui, comme Lhopital, s'étonnent et s'indignent de le voir célébrer des offices religieux, Méresse affirme d'abord avoir été ordonné prêtre dans le diocèse de Sens puis, changeant de version, raconte qu'à la prison de Fresnes, il a été ordonné prêtre par un évêque tchèque, Mgr Trocha. Or l'archevêché de Paris, pas plus que celui de Sens, ne reconnaît Méresse comme prêtre et n'a jamais entendu parler de ce Trocha. D'anciens déportés confirment que Mé-

resse se présentait comme prêtre dans les camps de concentration où il a été détenu, qu'il a donné fréquemment l'absolution à des mourants, et qu'ils le croyaient effectivement prêtre.

Mais des griefs plus graves vont bientôt s'accumuler contre lui. Il est accusé d'avoir gardé, après l'arrestation de Hopper, une partie de l'argent (près d'un million de francs, somme considérable pour l'époque) volé par Hopper dans une banque de Caen (le reste, près d'un million également, aurait profité à Deleule (« Berthet »),

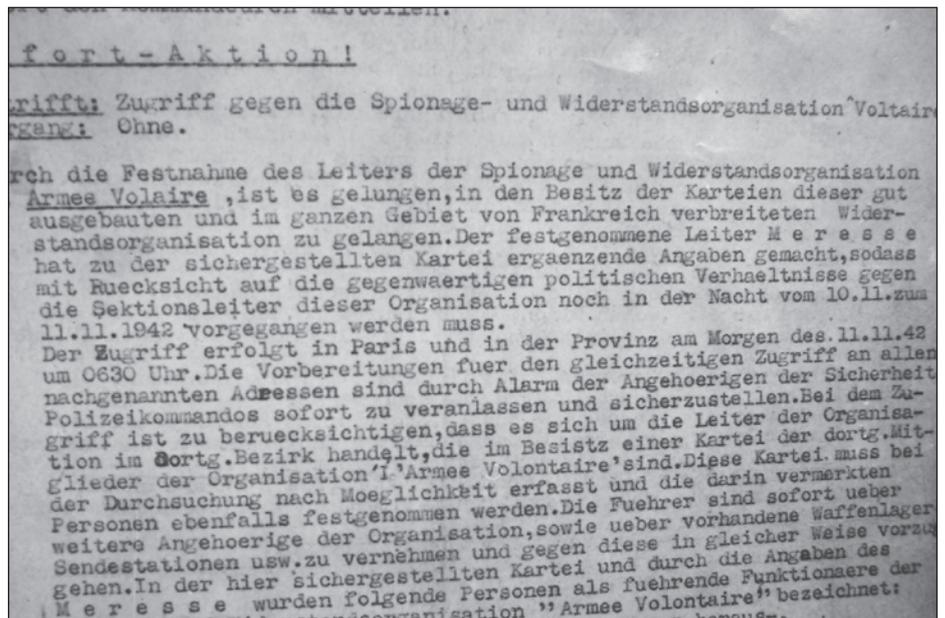
décrit par Lhopital comme encore plus malhonnête que Méresse, car ce dernier aurait quand même utilisé une partie de cet argent après la guerre pour venir en aide à des veuves ou des parents de membres de l'AV morts en déportation ou fusillés). On reproche aussi à Méresse d'avoir couvert de son autorité plusieurs cambriolages commis par des membres de l'AV dans des services du rationnement de la région parisienne pendant l'Occupation.

Il est surtout accusé d'avoir, en tant que liquidateur du mouvement, fait inscrire comme membres de l'AV de nombreux individus n'ayant jamais eu aucun rapport avec ce réseau et dont certains seraient même

IL EST SURTOUT ACCUSÉ D'AVOIR, EN TANT QUE LIQUIDATEUR DU MOUVEMENT, FAIT INSCRIRE COMME MEMBRES DE L'AV DE NOMBREUX INDIVIDUS N'AYANT JAMAIS EU AUCUN RAPPORT AVEC CE RÉSEAU .

fort douteux (anciens collaborateurs, anciens du STO, repris de justice, etc.), dans le but de gonfler les effectifs de l'AV et pour permettre à ces personnes de toucher des pensions. Il est même accusé d'escroquerie : il aurait perçu l'argent de la solde de convalescence d'un des membres de l'AV et il est soupçonné d'avoir touché une forte somme d'argent contre l'inscription d'une personne comme membre de l'AV.

Il s'en défend bien sûr, notamment dans une lettre adressée au colonel Lormeau le 7 octobre 1946, en prétendant que ces inscriptions fallacieuses (il donne le chiffre de 232) ont été faites à son insu par des membres de son secrétariat et que lorsqu'il a eu connaissance de ces faits, il a fait exclure ces faux membres de l'AV. Il reconnaît aussi que certaines de ces inscriptions sont dues à des erreurs et à des attestations erronées. Il admet que des inscriptions douteuses ont pu avoir été faites contre de l'argent par des membres de son secrétariat mais qu'il a sévi contre ces indécidables et fait exclure ces personnes. Aucune de ces accusations ne semble avoir débouché sur une condamnation, on sait seulement que Méresse a bénéficié d'un non-lieu, en 1953, pour une de ces affaires. Il est donc bien difficile de dire si Méresse a



Procès-verbal allemand

peché par naïveté ou s'il a consciemment couvert, ou même tenté de profiter de ces inscriptions frauduleuses.

Il faut dire que ses relations familiales avec son oncle Martinaud, le banquier, que Méresse a fait lui aussi inscrire après la guerre comme membre de l'AV, contribuent à la suspicion pesant sur lui. En effet, il s'avère que l'oncle Martinaud, tout en ayant fréquenté effectivement des membres de l'AV et en ayant financé les activités de cette organisation en 1941 et 1942, a eu de coupables agissements pendant l'Occupation. Licencié par la BNCL au début de l'Occupation pour « activités suspectes », il s'est mis en relation avec un groupe de trafiquants (notamment Sokolnikov, un des trafiquants les plus importants de cette époque) en cheville avec les Allemands (dont Hengelke, secrétaire particulier d'Himmler) et s'est spécialisé dans la fourniture de tableaux et d'objets d'art aux Allemands. Ce trafic devait être particulièrement juteux pour qu'après la guerre, Martinaud soit condamné, selon les accusations de Lhopital, à l'amende astronomique de 4 milliards de francs (2 milliards « seulement » selon un rapport des RG) ! Méresse semblait tout à fait au courant des activités coupables de son oncle car il aurait dit à ses camarades : « *Je connais le moyen d'enrichir l'AV en forçant des gens qui me touchent de près et sur qui je sais bien des choses à verser deux millions de*

francs dans notre caisse ». Dans un rapport des RG daté du 8 juillet 1947, Méresse est soupçonné de faire chanter son oncle et de lui soutirer de l'argent.

Lhopital, qui ne supporte pas de voir Méresse se présenter comme le grand chef de l'AV et prendre seul en main la liquidation du mouvement, a très vite alerté les services de l'Etat concernés et Méresse est dessaisi dès l'automne 1945 de ses fonctions de liquidateur de l'AV. S'ensuit une polémique venimeuse entre Lhopital et Méresse, qui ne s'apaisera que bien plus tard²⁴. Lhopital, en bon militaire, s'offusque au moins autant de voir Méresse usurper le grade de lieutenant-colonel, porter frauduleusement le ruban de la Légion d'Honneur et la croix de guerre et se prétendre faussement prêtre que de ses agissements suspects en tant que liquidateur de l'AV. Lhopital le traite d'« aventurier » et le rapport des RG du 8 juillet 1947 présente Méresse comme « *un homme intelligent mais capable de commettre les pires indécidables pour arriver à ses fins* ». Mais c'est bien sûr la prétention de Méresse de se présenter comme le véritable chef de l'AV, et donc de minimiser le rôle de Lhopital, qui met celui-ci hors de lui.

Plus grave encore pour la réputation de Méresse, il est accusé en 1947 d'avoir trahi lors de son arrestation et d'avoir donné les noms de ses adjoints aux Allemands, ce qui expliquerait qu'une quarantaine

[LE DOSSIER]

de personnes aient été arrêtées peu de temps après lui, un peu partout en France, le 11 novembre 1942. L'abbé Renard, curé de Miraumont dans la Somme et ancien déporté, détient un procès-verbal en allemand dressé peu après l'interrogatoire de Méresse et qui semble indiquer que ce dernier a donné aux Allemands des renseignements complétant les listes de noms qu'ils possédaient déjà²⁵.

Un jury d'honneur de six membres est donc constitué et se réunit le 14 février 1948, en présence de Méresse et de Lhopital. Après avoir longuement discuté du sens exact du document allemand (qui est pourtant sans ambiguïté !), le jury entend les explications de Méresse qui ne reconnaît n'avoir parlé que de personnes déjà arrêtées et qui affirme qu'il n'a donné aucun nom de ceux qui ont été arrêtés le 11 novembre, qu'il ne connaissait d'ailleurs pas à l'exception de quelques-uns. De façon surprenante, le colonel Lhopital prend la défense de Méresse en reconnaissant que, lors de l'arrestation de Donnay, les Allemands avaient déjà mis la main sur un fichier donnant les noms de nombreux membres de l'AV en province²⁶. Lecture est ensuite faite de 15 attestations émanant de membres de l'AV arrêtés le 11 novembre 1942, ces personnes déclarant toutes avoir vu entre les mains des Allemands leur propre fiche rédigée par Coadoux. Le jury conclut que ce sont les fiches dressées par Coadoux qui, transmises par ce traître aux Allemands, ont servi aux arrestations du 11 novembre en province. Le jury déclare donc Méresse innocent des accusations portées contre lui, « *lui renouvelle son entière confiance et l'assure de sa fidèle amitié* ». Ainsi Méresse sort-il la tête haute de cette épreuve douloureuse.

A partir de ce moment, il semble que Méresse se soit quelque peu détaché de l'AV et on ne sait plus grand-chose sur lui, sinon qu'il a vécu dans les années 50 à Saint-Bris²⁷ et qu'il est décédé le 12 août 1962 dans le Morbihan, sur la commune de Bangor, petite station de Belle-Ile ; il est enterré au cimetière de Saint-Bris. Chanel est décédé à Nevers en 1999.

L'étude de la mission Dastard nous avait conduits vers le réseau AV et, plus précisément, vers deux de ses responsables, André Méresse et Raymond Chanel. En



La tombe de Méresse au cimetière de Saint-Bris (archives privées Rémy Cantin)

tirant les fils de cet écheveau compliqué, nous avons mis en évidence quelques uns des aspects de cette première résistance. Elle apparaît très tôt, dès les premiers mois de l'occupation, et des groupes sont constitués pour l'action bien avant le printemps 1941. Ces pionniers de la Résistance sont, pour beaucoup d'entre eux, assez âgés et bien souvent des anciens combattants de la Grande Guerre. Ils ont payé un lourd tribut, car la répression ne les a pas épargnés, et les cas de ceux qui ont repris l'action après une première arrestation ne sont pas rares. Politiquement, ils semblent bien être majoritairement de droite, voir d'extrême droite, et partager les idées de la Révolution nationale. Toutes ces considérations demandant de toute évidence à être confrontées aux résultats de recherches plus approfondies. En effet, de nouveaux fils apparaissent sans cesse, et la complexité de l'ensemble nous incite à la prudence et à la modestie. Il apparaît que l'AV mériterait de faire l'objet d'une étude historique complète. Il faudrait pour cela commencer par étudier les dossiers administratifs individuels de ses membres conservés par le Bureau Résistance ainsi que les dossiers qui se rapportent aux divers groupes locaux dans les archives départementales, et poursuivre encore dans d'autres directions qui s'ouvriront alors, en particulier les liens intenses entre les organisations, mouvements, réseaux et services secrets, liens qui créent

des situations locales diverses et parfois atypiques.

Puissent les quelques pistes que nous venons de tracer donner l'envie à un jeune historien en quête de sujet de recherche de tenter l'aventure ! ■

Notes

- [1]. Jusqu'à sa mort à Nevers en 1999, Raymond Chanel a détenu les archives du réseau Vengeance. Après son décès, sa veuve les a déposées à la Bibliothèque de documentation juive contemporaine. Elles ont donné lieu à une étude de Sophie Chaud, que nous n'avons pas consultée.
- [2]. Julien BLANC, *Au commencement de la Résistance. Du côté du musée de l'Homme 1940-1941*, Le Seuil, 2010.
- [3]. Se reporter à l'article « *La mission Dastard dans l'Yonne* », dans le bulletin *Yonne-mémoire* n° 24, pages 6 et 7.
- [4]. Témoignage de Letourneur.
- [5]. On lit généralement qu'il s'agit de deux frères. Letourneur, dont le témoignage est précis, affirme qu'il s'agit de l'oncle et du neveu.
- [6]. Ce groupe jouera un rôle reconnu lors du passage de la Seine par la III^e Armée américaine en août 1944.
- [7]. Raymond Fournier appartient à un premier groupe de résistance affilié à l'AV, groupe qui est décimé par les arrestations. Quelques survivants constituent le « corps franc Pégyu » en 1943, affilié finalement à Libération-Nord. Ce corps franc donnera naissance à un maquis rassemblé qui engage le combat en juillet 1944 et est écrasé par l'ennemi (massacre de Chappe).
- [8]. Ce groupe n'a évidemment rien à voir avec le groupe Valmy du parti communiste. De nombreuses organisations de résistance et maquis ont choisi ce nom pour le symbole qu'il représente.
- [9]. Les deux autres sont « Police et Patrie » et « Front national de la Police ». « L'Honneur de la Police » connaît après la guerre une fin agitée par des querelles entre la DST et la Préfecture de Police et par l'implication de certains de ses membres dans l'affaire Joanovic (trafiquant notoire sous l'Occupation).
- [10]. Mme Méresse, née Martinaud à Auxerre en 1885, a fréquenté l'École normale d'Auxerre de 1901 à 1904 et obtenu son CAP d'institutrice en 1905.
- [11]. Hopper est un vrai personnage de roman, même s'il est très difficile de démêler la part du vrai et du faux dans ses multiples activités. Il est né en 1912 d'un père anglais et d'une mère française qui exploitent une ferme dans le Calvados. Il a fait ses études à Rouen puis à Paris et parle donc parfaitement le Français. Marié à une Française et père de deux enfants, il exerce avant la guerre la profession d'ingénieur radio électricien à Caen. Il semble qu'il ait été enrôlé par l'*Intelligence Service* dès le début de la guerre ; c'est un « dur », toujours armé et qui ne recule devant aucun danger. Entre autres exploits, il aurait tué plusieurs Allemands, le commissaire de police de Caen, réussi à faire sortir sa femme, accusée d'espionnage, de la prison de Francfort-sur-le-Main en se déguisant

en officier allemand, etc., mais aussi effectué plusieurs cambriolages, dont celui d'une banque de Caen en juillet 1942, emmenant avec lui un butin de près de deux millions de francs dont Méresse (et d'autres...) seront soupçonnés d'avoir profité par la suite. Accusé de ce vol après la guerre (car lui aussi est revenu de déportation), il restera en Grande Bretagne pour ne pas risquer de se faire arrêter sur le sol français (voir sur internet le site bien documenté : <http://sgmcaen.free.fr/resistance/hopper-john.htm>).

[12]. Le docteur Subert appartient très tôt à ce groupe. Il aurait été en contact avec Donnay et il était en relation avec la baronne de Terline (appartenance mutuelle à la Croix-Rouge), ex-militante des Croix-de-Feu, qui représentera le réseau Vengeance au Comité départemental de Libération de la Nièvre. Tous deux communiquent avec le SR de Vichy et la baronne est en relation avec le capitaine Pelletier (dont la veuve sera à l'origine de l'affaire Farjon et permettra la mise en évidence de la trahison de Dupré dans l'Yonne).

[13]. Dans le dossier de Combattant Volontaire de la Résistance d'Albert Mazeau, conservé à l'ONAC de l'Yonne, de demande de carte de Combattant Volontaire de la Résistance (qu'il a obtenue), il est indiqué seulement : « A participé à des balisages pour parachutages, hiver 1941-1942 », comme « agent P2 du réseau S.R.A.V ». André Boisseau, habitant de Saint-Bris interviewé en janvier 2009, qui ne faisait pas partie de l'équipe de balisage mais était au courant de ce qui se préparait, affirme que le terrain prévu pour le parachutage se situait à environ 600 m du village, dans la plaine entre Champs-sur-Yonne et Saint-Bris et qu'il a entendu à la BBC le message [« La panthère noire ne reviendra plus »] annonçant le parachutage. Il affirme aussi avoir entendu l'avion tourner au-dessus du village dans la nuit et reste persuadé que le parachutage a bien eu lieu.

[14]. Archives du BCRA, Arch. Nat. 72 AJ 1970.

[15]. Mais il est évident que Méresse ment, puisqu'on sait que le parachutage de Saint-Bris devait se traduire par l'arrivée d'un nouvel agent de la mission Dastard, Bourdat, et que celui-ci n'a été parachuté qu'à la fin janvier 1942, dans la Sarthe. Dans la mémoire locale, ce parachutage est considéré comme ayant bien eu lieu : des témoins parlent d'armes légères cachées dans une cave et des rumeurs circulent concernant de l'argent placé dans un des containers et récupéré par un habitant de Saint-Bris, dont tout le monde aurait constaté le soudain et inexplicable enrichissement après la guerre.

[16]. Rapport au Ministre de l'Air, Arch. Nat. 72 AJ 35.

[17]. Paul Coadoux est un enfant de l'Assistance publique, élevé dans l'Yonne. Gazé pendant la Première Guerre mondiale, il est réformé à 100 % et vit de sa pension de grand invalide de guerre. Il se montre très actif et recrute de nombreux membres pour le compte de l'AV.

[18]. Ici, notre source est double : un rapport d'Allainmat sur ses relations avec l'AV (AN 72 AJ 36), et une critique de ce rapport faite par Chanel (entretien avec Mme Merlat, 30 novembre 1945).

[19]. Hopper agit-il sur ordre britannique pour nuire à la mission Dastard et donc à la France Libre (ce qui n'aurait rien d'étonnant...) ? Ou avait-il raison en

affirmant que le BCRA était infiltré par les services allemands ? Etait-ce un agent double ? Il est impossible de répondre à ces questions.

[20]. Déporté en octobre 1943 à Mauthausen, Natzweiler puis Dachau, Hopper fut libéré en avril 1945.

[21]. Le Viennois (orthographié Le Vionnois dans le Mémorial de la déportation), déporté à Mauthausen puis Ebensee est revenu de déportation ; André Poncey, déporté dans le même convoi parti de la gare de l'Est le 20 septembre 1943, est décédé à Mauthausen le 11 mars 1944.

[22]. Raymond Chanel, dans son ouvrage, *Un médecin en enfer*, décrit de façon saisissante son expérience concentrationnaire de médecin affecté au *Krankenlager* et confronté à la dysenterie et au typhus qui sévissent à Mauthausen.

[23]. Dans un rapport établi après la guerre, Méresse accuse la direction clandestine communiste du camp de Buchenwald de l'avoir fait transférer en novembre 1943 à Dora, camp réputé beaucoup plus dur et dangereux que Buchenwald. A Dora, il a subi une fracture du mastoïdien (os du crâne) à la suite d'un coup asséné par un SS et affirme avoir été trépané par un déporté médecin ; il y a aussi contracté une pleuropneumonie dont il fera une rechute en 1946.

[24]. Selon Chanel, une photo de Méresse et une lettre le présentant comme un traître au service de l'*Abwehr* ont été envoyés à des membres de l'AV et aux parents des morts du réseau, mais cette manœuvre calomnieuse sera assez rapidement dénoncée.

[25]. Le texte allemand dit : ... « Dans le fichier qui a été saisi et d'après les indications de Méresse, les personnes dont les noms suivent sont désignées comme les dirigeants du réseau d'espionnage et de résistance « Armée volontaire ». Suit une liste de 47 noms de chefs de secteurs de l'AV en province, avec leur profession et leur adresse, dont un certain Naudin, habitant Auxerre, rue Joubert et sur lequel nous ne savons rien.

[26]. Cette intervention de L'hôpital est-elle liée au fait que, dans une lettre qu'il lui a adressée quelques semaines auparavant, le 12 janvier 1948, Méresse s'excuse de la polémique qui a sévi entre eux depuis plusieurs années, reconnaît avoir été trop impulsif et mal conseillé et propose à L'hôpital d'être désormais le seul dirigeant de l'AV ?

[27]. Selon André Boisseau, notre témoin de Saint-Bris, Méresse mène alors une vie oisive, alternant les périodes de générosité, pendant lesquelles il offre des tournées générales aux hommes du village, et les périodes où il emprunte de l'argent à ses connaissances. André Boisseau se souvient aussi que Méresse a remplacé le curé du village et dit la messe à Saint-Bris pendant plus d'un an.

CONCOURS NATIONAL DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION

CONCOURS 2014

par Jean Rolley

Le thème choisi cette année est : « La libération du territoire et le retour à la République ».

Comme cela se produit souvent, ce thème prend en compte plusieurs sujets, qui ne pourront pas être traités complètement. Comme le suggèrent les programmes, et que reprend la Lettre de la Fondation de la Résistance : « *Le combat des résistants était certes orienté contre l'occupant et Vichy afin de libérer le territoire mais aussi pour refonder la République bâtie sur un socle de valeurs réaffirmées dans la Constitution de 1946.* » Les deux thèmes devraient être liés. Mais devant la difficulté, il est possible de choisir l'un des deux thèmes proposés, soit la libération de l'Yonne, soit le rétablissement de la République.

La libération de l'Yonne se fait assez rapidement, en deux semaines environ. Il faut bien percevoir que la Bourgogne est à la convergence de l'avancée des Alliés venant de l'Ouest et de la 1^{ère} armée française venant du Sud, après le débarquement en Provence. La libération a commencé dans le département le 16 août 1944, à Aillant-sur-Tholon, et s'est achevée le 4 septembre, l'essentiel étant acquis dès le 29 août, avec la libération de Tonnerre. Elle avait été précédée par une tentative, vaine, de soulèvement par le PCF dans les jours qui ont suivi l'annonce du Débarquement, le 6 juin.

La libération de l'Yonne a été précédée d'une importante activité militaire des Alliés, à partir du Débarquement, sous plusieurs formes ; d'abord les bombardements qui devaient bloquer les communications ferroviaires allemandes vers la Normandie, bombardements qui ont fait de nombreuses victimes, à Migennes et Cheney notamment ; ensuite le parachutage de missions destinées à aider les maquis : c'est le cas des missions SAS, anglaises et françaises, agissant de façon autonome, et des missions Jedburgh, anglo-américaines, destinées surtout à établir la liaison entre les FFI et les Alliés ; une de ces missions par exemple, la mission « Harry », a passé trois mois dans le Morvan ; enfin les parachutages, beaucoup plus nombreux au printemps et dans l'été 1944, qui ont fourni les armes attendues depuis si longtemps par les maquis, jusque là très pauvres en armes, en particulier fusils mitrailleurs et armes antichars.

Les résistants de l'Yonne ont pu ainsi intervenir, d'abord pour gêner l'envoi par les Allemands de renforts pour la Normandie, par « le plan Vert » (sabotages ferroviaires), puis pour tenter de ralentir le repli des forces allemandes vers l'Est ; ils ont pu ainsi pénétrer les premiers dans les villes évacuées par les Allemands. Il s'agissait d'un élément essentiel pour de Gaulle, beaucoup plus fort dans ses rela-

tions avec les Américains qui désormais le reconnaissent comme interlocuteur valable, représentant de la France, dans le camp des vainqueurs. Cette période fut celle où les victimes furent les plus nombreuses, parmi les résistants et les civils.

Il y eut de durs combats pour la libération d'Avallon, entre le 19 et le 23 août, notamment dans les secteurs de Saint-Moré et de Pontaubert. Dans ce dernier cas, les résistants du groupe Verneuil ont affronté des forces allemandes se repliant de l'Ouest, sur l'axe Cosne-Avallon. Des combats eurent lieu aussi pour la libération de Tonnerre. Les forces américaines ont été présentes avec les maquisards, pour la libération de Sens, le 21 août. Auxerre est libérée sans combat le 24 août. Les pertes dans cette période furent importantes, par exemple une trentaine dans les combats autour d'Avallon du 19 au 23 août, ainsi que le montrent les nombreuses stèles et plaques le long des routes du département. Les jeunes étaient très fortement représentés, alors que les générations plus âgées étaient plus présentes dans les premières années de l'Occupation. De nombreux maquisards, intégrés dans la 1^{ère} armée française, s'engagèrent alors dans les combats contre l'Allemagne.

Le rétablissement de la République se fit dans les semaines qui suivirent la Libération, après une période de transition pendant laquelle le pouvoir fut exercé par les comités de libération, départemental, cantonaux et locaux. Des municipalités nouvelles ont remplacé les maires nommés par Vichy, sans heurts importants avec les municipalités mises en place sous Vichy : à Avallon par exemple, le maire nommé par Vichy, Schiever, fait partie de la nouvelle municipalité. A Auxerre, le maire, Jean Moreau, nommé par Vichy est écarté, mais il n'est l'objet d'aucune attaque de la part de son successeur, le docteur Moutarde. De Gaulle a nommé un préfet régional, Jean Bouhey, et un préfet, Paul Gibaud (un résistant de Libération-Nord) qui a eu du mal à imposer son autorité ; il lui a fallu quelques mois, et cela lui fut plus facile après que de Gaulle ait obtenu du PCF la dissolution des « milices patriotiques ».

La période qui suivit la Libération vit les institutions de la République se mettre lentement en place, ainsi la justice : il fallut attendre quelques mois pour que cesse l'épuration « extrajudiciaire » et les exécutions sommaires. Le rétablissement de la République fut rendu difficile par l'opposition entre les mouvements de résistance et les partis politiques, qui avaient été incapables de s'opposer à Pétain en juillet 1940, et qui souhaitaient renouer avec la pratique parlementaire de la III^e République : les débats constitutionnels furent rudes en 1945, et de Gaulle quitta le pouvoir au début de 1946.

Sources : Il est possible, outre les très nombreux ouvrages généraux, de consulter *La Résistance dans l'Yonne*, cédérom AERI-ARORY, 2004 : dans la partie « Les aspects de la Résistance », voir les fiches qui concernent les activités de la Résistance lors de la Libération, et dans la partie « L'après-Libération », les fiches qui concernent la mise en place des nouveaux pouvoirs (CDL, préfet, élections, etc) ; le bulletin *Yonne Mémoire*, n°12, mai 2004, consacré au Débarquement ; le livre *Un département dans la guerre 1939-1945*, Editions Tirésias, 2007, chapitres 14 et 15 principalement. Consulter aussi le dernier numéro de la *Lettre de la Fondation de la Résistance* consacré au sujet du concours 2014. ■

RANDO-MAQUIS44

Dimanche 16 juin 2013, une première à La Ferté-Loupière !

par Thierry Roblin

photos : Gérard Millot, Frédéric Joffre

On connaissait la célèbre « Danse macabre » qui illustre les murs de l'église de La Ferté-Loupière (Aillantais) ; véritable chef d'œuvre de la fin du XV^e siècle, cette peinture est visitée par un public de plus en plus nombreux. Mais ce dimanche à la Ferté-Loupière, l'événement se situait sur la place de la mairie où une foule imposante se pressait pour prendre le départ d'une randonnée d'un genre nouveau.

En effet, en ce jour du 16 juin 2013, près de 300 personnes avaient décidé de répondre à l'appel lancé par l'ARORY, organisatrice de sa première randonnée animée sur les chemins de la Résistance¹ !

Cette affluence record s'explique sans doute par les conditions climatiques très favorables de ce dimanche. Les randonneurs, frustrés par la météo exécrable du printemps dernier, pouvaient enfin s'adonner à leur loisir favori, dont la pratique connaît un essor considérable ces dernières années. Toutefois le nombre important de familles présentes ce jour-là montre aussi que beaucoup étaient désireux de découvrir une page de l'histoire locale contextualisée par les animations de L'Yonne en Scène². Car l'objectif de cette randonnée était de mettre le théâtre au service de l'Histoire et non l'inverse ! Aussi, tous les personnages et événements mis en scène par les organisateurs étaient inspirés de faits historiques avérés.

Dès le départ, après la distribution d'un journal du maquis³, la rude montée située après le cimetière du village ne manquait pas de surprendre les randonneurs. Quel spectacle impressionnant que ce long cortège de marcheurs s'étirant sur plusieurs centaines de mètres, chacun à son rythme mais bien déterminé à marcher sur les pas des maquisards en écoutant les explications historiques de leur guide d'un jour.

Dans le cadre des Chemins de LA RESISTANCE 40-44

Entrez dans l'histoire, sur les pas des résistants, au cœur de l'épopée des maquis de l'Yonne...

MAQUIS44

UNE RANDONNÉE ANIMÉE

PROPOSÉE PAR L'ARORY et La Compagnie L'Yonne en scène

Avec SYLVAIN LUQUIN / LUDOVIC FÉMÉNIAS
Mise en scène de JEAN-PASCAL VIAULT / Conseiller historique : THIERRY ROBLIN
Sur une idée originale de Thierry Roblin

dimanche 16 JUN 2013
à partir de 14 heures (Départ : mairie de la Ferté-Loupière)
Durée estimée de la randonnée (spectacle inclus) : 3 heures 30

- RANDONNÉE DE 12 KM* / Rendez-vous : parking de la mairie de La Ferté-Loupière, direction l'Étang de l'Ormerly, lieu d'implantation du maquis dit de l'Étang-Sec. / Entrée libre /

* RANDONNÉE accompagnée et commentée. La randonnée empruntant des chemins à travers champs et sous-bois, prière de s'équiper en conséquence.
• RENSEIGNEMENTS : L'Yonne en scène : ☎ 03 86 72 85 36 / Office du tourisme d'Aillant-sur-Tholon : ☎ 03 86 63 54 17 (jours ouvrables, 14h-16h) / www.ot-aillant.com
Office du tourisme de Charny : ☎ 03 86 63 65 51 (jours ouvrables, 14h-16h) / www.arory.fr / www.lyonne-en-scene.com

ARORY Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne

L'Yonne en Scène

L'Yonne

LE SOUVENIR FRANÇAIS

Mairie de La Ferté-Loupière
Office du Tourisme
d'Aillant-sur-Tholon

L'affiche officielle de la randonnée « événement ».

HISTOIRE ET RANDONNÉES



Le départ des randonneurs, place de la mairie de La Ferté Loupière.

Le « journal du maquis » distribué aux randonneurs.

Des soldats allemands fendent la foule...

Soudain, au bout de deux kilomètres, trois *Feldgendarmes*⁴ surgirent au détour du chemin... Stupeur chez les randonneurs ! Menaçants, avec leurs mitraillettes pointées en avant, les soldats allemands fendirent la foule sans ménagement pour procéder à des contrôles d'identité. « Schnell, papiere ! »

Il s'agissait d'une première mise en contexte, celui de l'Occupation. Rappelons que l'Yonne, département situé en zone nord, fut occupée par les troupes allemandes à partir du 15 juin 1940 pour n'être libérée qu'à la fin août 1944.

La surprise passée, les randonneurs reprirent leur route sur une centaine de mètres jusqu'à un carrefour où une figurante, coiffée d'un magnifique chignon aux couleurs tricolores⁵, a lu une première lettre. Il s'agissait d'un extrait des Mémoires du résistant René Martiré, originaire de La Ferté-Loupière. Ce dernier avait 16 ans lorsqu'il s'est engagé dans la Résistance :

Lecture du témoignage de René Martiré (manuscrit inédit)

« A l'automne 1943, avec mes camarades Robert Malter, Marcel Fourgeux et Robert Pointe, nous décidons de former un groupe de résistance. Les moyens manquent mais le cœur est là ! Nous avons trouvé ce que sera notre premier acte de résistance, la destruction d'une presse à fourrage installée sur la place de la mairie de La Ferté.

Chaque semaine il y a cinéma au foyer municipal et les deux militaires allemands chargés de la surveillance et des réquisitions ne manquent pas d'y assister. C'est ce jour-là qu'il faudra opérer. Je suis chargé de fournir de l'essence, bien rare à cette époque. Je m'en procure tout même assez facilement, 2 litres, mon père possédant une scie à moteur, il bénéficiait de

• Dimanche 16 juin 2013

MAQUIS 44

UNE RANDONNÉE ANIMÉE POUR ENTRER DANS L'HISTOIRE... / numéro spécial MORS Série

PROPOSÉE PAR L'ARORY et La Compagnie L'Yonne en scène Dans le cadre des Chemins de LA RÉSISTANCE

L'éditorial

Le théâtre au service de l'Histoire

Jean-Pascal Viault,
Directeur de la C^o L'Yonne en scène

J'aime proposer des situations où le public est au cœur des actions théâtrales. Là où il va entendre le souffle de la voix au plus près, sentir le frémissement d'un mouvement, peser le silence et le poids du temps, où le jeu ne semble fait que pour chacun des spectateurs dans une exceptionnelle proximité. Qui n'a jamais souhaité être la petite souris, le témoin privilégié d'un moment rare, fugace mais riche de sens...

Ce « théâtre-réalité » est ici au service de notre histoire, l'Yonne en scène se devait de participer à faire vivre notre mémoire. Sensations cinématographiques par des plans-séquences surprises...

Vivez l'Histoire comme si vous y étiez... et, vous y serez ! *

L'événement



LE LIEU ET L'HISTOIRE

Attaque contre les maquis le 25 juin 1944

Résumé du spectacle • LE 24 JUIN 1944, UNE IMPORTANTE ATTAQUE ALLEMANDE EST MENÉE CONTRE LES MAQUIS DE CHALLANTAIS. DEUX MAQUISARDS OBTIENNENT DE S'ÉCHAPPER FONT « CONNAISSANCE ». JEAN, ÉTUDIANT PARISIEN, EST AGENT DE LIASON AU SÉN DU RÉSEAU JEAN MARIE BUCKMASTER ALORS QUE ROGER, OLIVIER METALLO PARISIEN EST UN MAQUISARD FTP. CETTE RENCONTRE IMPROMPTUE PERMET DE COMPRENDRE LES RAISONS DE L'ENGAGEMENT DANS LA RÉSISTANCE, DES RISQUES ENCOURUS MAIS AUSSI L'ESPOIR D'UNE LIBÉRATION PROCHE...

Extraits :

Roger [caché dans un buisson, souffle] :
- Hej! par là mon gars, viens... d'où tu sors ? t'es pas d'un groupe !
Jean [déboulant sur le chemin, hagard] :
-...De la Petite Ermite... c'est vers Perreux... nous étions regroupés dans une ferme depuis un bon mois. Et puis ce matin très tôt, on a dû évacuer d'urgence notre PC [poste de commandement] car des soldats allemands nous ont attaqué... nous nous sommes tous dispersés à travers champs...

temps en temps de quelques bons.

Le jour venu, pendant que je surveille les Allemands dans la salle de cinéma [...], mes trois compagnons effectuent l'opération sans problèmes avec l'essence, la paille et des fagots trouvés à proximité. L'incendie détruit totalement la presse malgré l'opération tardive des pompiers [...].

Le maire de l'époque, M. Couturier, eut de sérieux ennuis et les Allemands menacèrent de représailles mais finalement, l'affaire en resta là, les coupables n'ayant jamais été connus [...].»

L'évocation du témoignage de René Martiré est doublement intéressante. Tout d'abord, il rend compte d'une caractéristique essentielle de la Résistance icaunaise. Le plus souvent, la Résistance apparaît sous la forme de petits groupes locaux créés à partir d'un cercle restreints d'amis ou un noyau familial. Ensuite ces groupes sont amalgamés aux organisations qui disposent de moyens plus importants. Ainsi au cours de l'été 1944, Martiré et ses camarades rejoignent le maquis FTP Paul Bert implanté dans le Sénonais. L'autre point intéressant de ce témoignage est le type d'action décidée par le groupe de La Ferté-Loupière. En effet, la décision de détruire une presse à fourrage n'est sans doute pas un hasard. Elle a certainement été influencée par la « bataille du grain » menée depuis l'été 1943 par les FTP (les Francs Tireurs et Partisans) dans l'Yonne. Cette « bataille », particulièrement active dans l'Aillantais, consistait à saboter du matériel agricole ou à « persuader »

Apparition de soldats allemands au milieu des randonneurs...



Lecture dans les champs.



les paysans de limiter leurs récoltes, dans le but de faire obstacle aux réquisitions agricoles exigées par l'occupant allemand.

Lecture devant le château de la Vieille-Ferté

La deuxième animation fut proposée un kilomètre plus loin, devant un site magnifique, celui du château de la Vieille-Ferté. Il s'agissait de la lecture d'une lettre d'un soldat français prisonnier en Allemagne, adressée à son épouse.

« 7 juin 1944

Ma chérie,

Hier à midi 30, nous avons appris le débarquement anglo-saxon. Les jours pénibles que nous redoutions tout en les attendant, car c'est l'entrée de la guerre dans sa phase finale, sont arrivés. C'est certainement une des dernières lettres de moi que tu reçois, mon petit. Le courrier va forcément subir un trouble, quoique vous ne soyez pas encore dans une zone de guerre. Malgré ce silence qui va nous envelopper, aie confiance mon petit, espère en l'avenir, l'éclaircie est relativement proche.

Je voudrais être près de toi en ces jours troublés, ma protection ne serait peut-être qu'éphémère mais serrés tous deux nous ferions mieux front aux événements. Je ne puis te donner de conseils sur la conduite à suivre, j'ignore comment les événements se présenteront. J'ai d'ailleurs une confiance absolue en ta sagesse. Sortir le moins possible sera, je crois, la meilleure solution. Ce qui m'effraie le plus, c'est l'attitude que prendront les éléments troubles de la population, les mêmes qui, en 40, profitaient de l'exode pour piller [...].

Je suis bien grave ma Mimie, changeons de conver-

sation. J'ai reçu deux colis [...] du 3 mai. Cela m'a remonté en tabac même si au fond cela n'a guère d'importance, il faudra bien que j'arrête de fumer. Maman doit maintenant marcher beaucoup mieux, fais lui une grosse bise pour moi. Tendres baisers à tous. Confiance ma chérie. Je t'aime. Caresses. Jean »

Au-delà du moment d'intimité partagé, cette lettre écrite au lendemain du Débarquement permettait d'évoquer le sort des 1,8 million soldats français (dont 10 000 icaunais) faits prisonniers en juin 1940. Après leur cantonnement en France dans des *Frontsta-*

« ...Hier à midi 30, nous avons appris le débarquement anglo-saxon. Les jours pénibles que nous redoutions tout en les attendant, car c'est l'entrée de la guerre dans sa phase finale, sont arrivés... »

HISTOIRE ET RANDONNÉES

Apparition d'une Renault Vivastella tout droit sortie des années de guerre...



Le maquisard « Roger » surgit à bicyclette...

lags provisoires, les prisonniers français ont été transférés au cours de l'hiver 1940-1941 en Allemagne dans des *Oflags* (camps pour les officiers) et des *Stalags* (pour les soldats et sous-officiers).

Environ un quart de ces prisonniers seront progressivement libérés, pour diverses raisons, avant la fin de la guerre ; les autres, comme l'auteur de cette lettre, Jean Robert, passeront plus de quatre années en captivité, jusqu'au printemps 1945. Dès lors, on comprend que le problème de ravitaillement, évoqué ici dans cette lettre par l'envoi des colis, soit une des préoccupations majeures des prisonniers.

Maquisards et parachutages

Les randonneurs, reprenant leur chemin après cette deuxième lecture, eurent bientôt la surprise de se faire doubler par un maquisard à vélo, béret au vent ! Le rythme effréné de son pédalage laissait supposer qu'un événement venait de se produire mais lequel ? Le bruit du moteur d'avion Lysander qui retentit au loin laissait deviner qu'il s'agissait d'un parachutage. Ce que confirmait la présence d'un résistant au détour du sentier, lisant l'inventaire de son parachutage.

L'Aillantais fut le théâtre, à partir de l'été 1943, de nombreux parachutages réceptionnés par le réseau anglais Jean-Marie Buckmaster. Grâce à ces parachutages, ce réseau disposait d'importants moyens en armes (dont la célèbre mitrailleuse Sten) et explosifs, mais aussi en argent. On comprend mieux pourquoi les membres de certaines organisations, comme ceux des FTP-MOI

A partir d'août 1944, à l'approche de la Libération, les parachutages se sont multipliés et d'importants terrains ont donc été aménagés...

(Main d'œuvre immigrée), sont venus de Paris pour récupérer des armes dans notre région.

A partir d'août 1944, à l'approche de la Libération, les parachutages se sont multipliés et d'importants terrains ont donc été aménagés, comme celui du château de Bontin (Les Ormes) ou bien encore celui des Miniers situé à proximité de Villefranche-Saint-Phal.

Après la scène du parachutage, les randonneurs eurent le plaisir de voir débouler une Renault Vivastella de 1932 certifiée d'époque puisque dans son jus ! Klaxonnant tout en distribuant des tracts, le conducteur⁶ eut beaucoup de mal à se frayer un chemin parmi cette foule de curieux soucieux d'immortaliser ce moment avec leur appareil photo !

Mais une détonation retentit et des aboiements de chiens se firent entendre ! Un maquisard, fusil Lebel en bandoulière, sortit en courant de la lisière du bois. Puis un deuxième, mitrailleuse Sten⁷ à la main, surgit du champ opposé, complètement essoufflé !

Les deux maquisards, « Roger » et « Jean », sont des personnages fictifs. Mais leur rencontre est provoquée par un événement bien



« Jean » sort du champ.

Rencontre entre les deux maquisards.



Extraits du dialogue entre les deux maquisards (par T. Roblin)

Roger :

«Hep par là mon gars, viens... D'où tu sors ? T'es pas de mon groupe !»

Jean :

« ... De la Petite Ermite... c'est vers Perreux... Nous étions regroupés dans une ferme depuis un bon mois. Et puis ce matin très tôt, nous avons dû évacuer d'urgence notre PC (poste de commandement) car des soldats allemands nous ont attaqués... Nous nous sommes tous dispersés à travers champs...»

Roger :

« Merde, ça alors, nous aussi et le même jour ! On était pourtant bien cachés, à côté, tu vois, (il montre la direction). Là plus loin dans les bois, y a un étang, c'est l'Ormerie. Mais les schleuhs ont fait du grabuge ! Ils tiraient de partout, lançant leurs clebs à nos trousses. Roger, un des nôtres, est tombé en premier... Lacombe, qu'il s'appelait, il venait d'arriver de l'Aube. »
[silence]

« Et puis Paul Charruet, notre Paulo, le chef du maquis, il a pris une bastos... On a pu l'évacuer mais il est salement blessé... Moi j'ai eu de la chance, j'ai pu me cacher dans les buissons et... »

Roger (découvrant l'arme de Jean) :

« Mais dis donc, c'est une Sten ça ! La mitraillette des Britons ! »

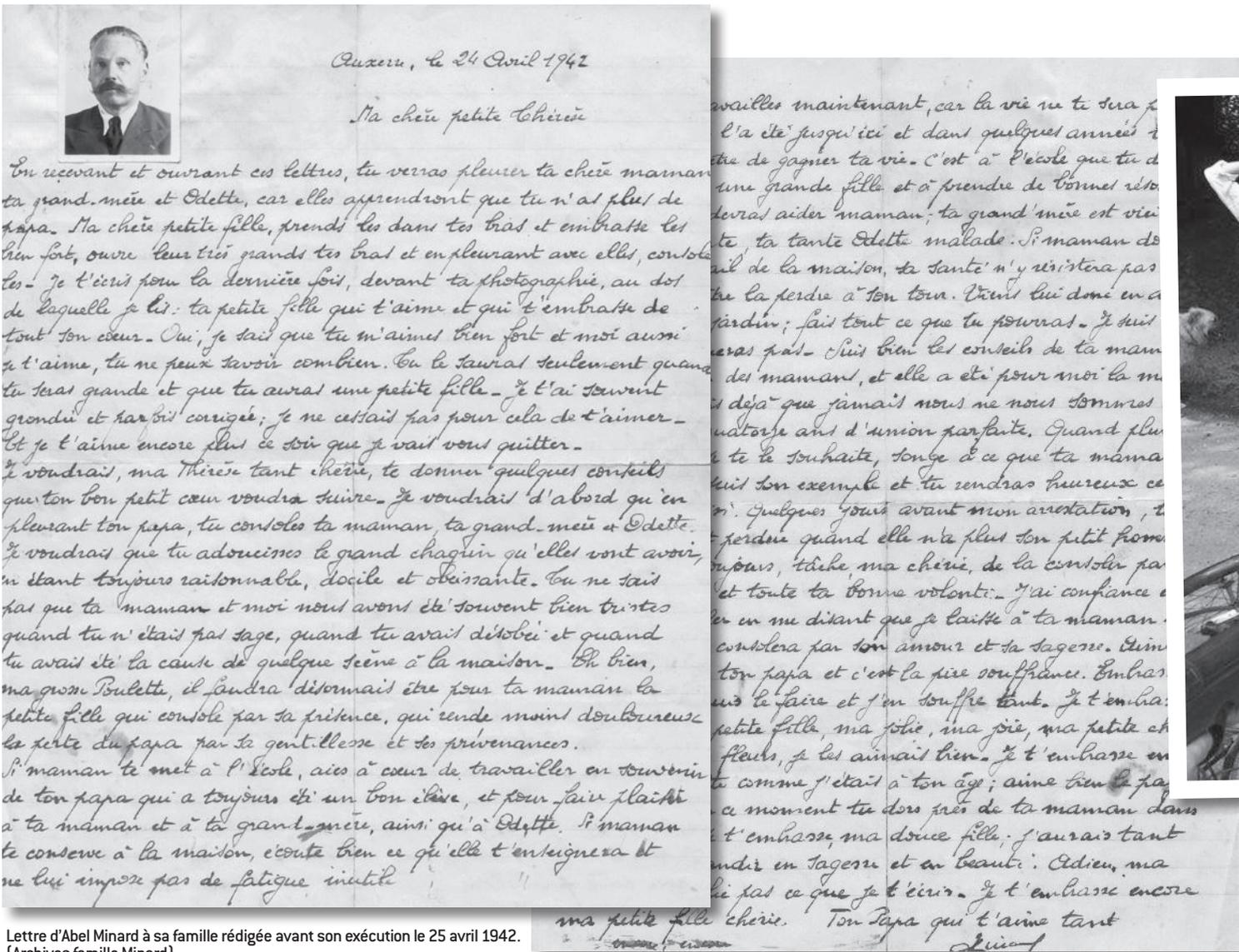
Jean :

« Nous en avons tous au PC. Et pas que des Sten... En fait, mon groupe c'est le réseau Jean-Marie Buckmaster. Nous dépendons directement des services britanniques. Nous sommes nombreux en France à avoir rejoint ces réseaux. L'objectif de Churchill est de mettre le feu à toute l'Europe occupée... »

Roger :

« Ouais ouais, ça va, tu vas quand même pas m'faire un cours d'histoire ! Moi c'que j'sais, c'est que les Britons et les Gaullistes, au Parti, avec les camarades, on s'en méfie... »

HISTOIRE ET RANDONNÉES



Lettre d'Abel Minard à sa famille rédigée avant son exécution le 25 avril 1942. (Archives famille Minard)

réel, l'attaque du 25 juin 1944 dont ont été victimes les membres du réseau Jean-Marie Buckmaster regroupés dans la ferme de la Petite Ermite (Perreux) et les maquisards FTP de l'Etang-Sec regroupés dans les bois de La Ferté-Loupière. Cette attaque importante (l'ennemi était en grand nombre, plus d'une centaine) a entraîné une ré-organisation de ces deux organisations. Si les membres du réseau Jean-Marie ont eu le temps d'évacuer leur poste de commandement sans réels dommages, les hommes du maquis de l'Etang-Sec ont été surpris dans leur retraite par l'ennemi sur la route de Chevillon, Roger Lacombe tombant sous les balles allemandes. Les deux comédiens (Sylvain Luquin alias « Roger » et Ludovic Féménias alias « Jean »), à la fois drôles, espiègles mais aussi émouvants, ont réussi à capter l'attention du public en évoquant les motivations de leur engagement, les espoirs qui les animaient mais aussi les risques qu'ils couraient. Avant de se quitter, « Roger » remit une lettre à « Jean ». Une jeune fille lut la lettre que le résistant tonnerrois Abel Minard avait écrite avant son exécution le 25 avril 1942 au champ de tir d'Egriselles près d'Auxerre. Il s'adresse à sa fille. Emu parfois jusqu'aux larmes, le public écouta religieusement comme un hommage à tous ces

Emu parfois jusqu'aux larmes, le public écoute religieusement comme un hommage à tous ces résistants fusillés.

résistants fusillés.

Enfin, sur le chemin du retour, les randonneurs qui avaient préféré ne pas marcher jusqu'à l'Etang-Sec, lieu du maquis⁸, eurent une dernière surprise. En effet, devant eux, se tenait un barrage de *Feldgendarmes* tenant en joue les résistants ! Tout comme la lettre d'Abel Minard lue précédemment⁹, cette scène permettait d'évoquer la répression violente (arrestations, déportations et exécutions) dont ont été victimes les résistants. Pour conclure, malgré les problèmes dus au grand nombre de randonneurs présents (en effet, il n'est pas aisé de marcher en rythme avec 300 personnes et toutes n'ont pu entendre tous les textes récités), cette manifestation est la preuve qu'il existe un réel engouement pour ce type de randonnée mettant en scène des événements historiques. On peut donc penser que de nouveaux partenaires rejoindront les premiers soutiens qui ont permis la

MAQUIS 44



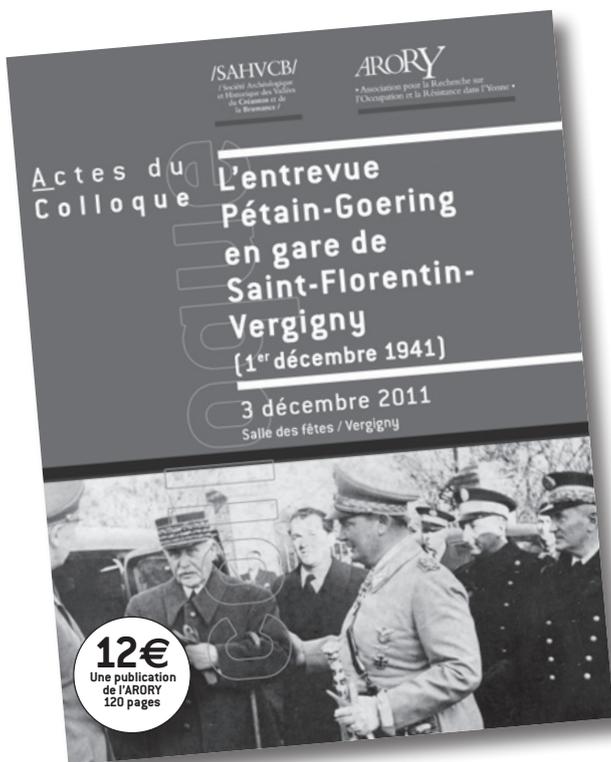
La répression : reconstitution d'un barrage allemand.



réalisation de ce projet, à savoir le Conseil général de l'Yonne, la Communauté de communes de l'Aillantais, le Comité du Souvenir Français et les communes de La Ferté-Loupière et d'Aillant-sur-Tholon¹⁰. Nul doute que tous sauront renouveler leur confiance aux organisateurs afin de proposer une 2^e édition qui pourra accueillir dans de meilleures conditions un public encore plus nombreux. Rendez-vous est donc pris pour le printemps-été 2014, l'ARORY et l'Yonne en Scène ayant déjà de nouvelles idées qui pourraient surprendre le public... —

Notes :

- (1). Depuis l'été 2012, 9 chemins de la Résistance menant sur des lieux de maquis ont été inaugurés dans l'Aillantais ainsi qu'en forêt d'Othe. Voir *Yonne-Mémoire* N°28, septembre 2012.
- (2). Créée en 1993 avec le soutien du Conseil général et dirigée par **Jean-Pascal Viault**, *L'Yonne en Scène* propose des spectacles drôles et émouvants salués par la critique, comme *le Petit Bal Perdu*.
- (3). Ce bulletin ainsi que les affiches ont été réalisés par Frédéric Joffre, lequel réalise également la maquette du bulletin *Yonne-Mémoire* édité par l'ARORY.
- (4). Les *Feldgendarmes* étaient joués par **Bastien Chevot**, **Adrien Levêque** et **Baptiste Guyennot**, membres des *Rosalies de Bourgogne*, association spécialisée dans la reconstitution historique (Seconde Guerre mondiale).
- (5). Les lectures étaient assurées par des figurantes et figurants impeccables dans leur costume d'époque ! Tous nos remerciements à **Elisabeth Roblin**, **Nanou Bourgeois**, **Pauline Luquin** et **Gérard Catani**.
- (6). Merci à **Raymond Lavau**, l'heureux propriétaire de la voiture, ainsi qu'à son co-pilote, **Bruno Josselin**.
- (7). Tous nos remerciements au collectionneur-chercheur **Rémy Cantin** pour le prêt de sa Sten.
- (8). Les fortes précipitations ayant rendu l'accès du maquis difficile, un parcours de 7 km, en remplacement des 11 km prévus initialement, fut proposé aux randonneurs désireux de ne pas s'embourber dans les bois. Tous nos remerciements à **Gérard Decotte** pour avoir reconnu ce parcours.
- (9). Tous les textes et les photographies de la randonnée animée sont consultables sur le site « arory.com » à la page « Rando maquis 44. » Une projection publique du film de la randonnée sera également organisée à Aillant-sur-Tholon le 7 décembre 2013.
- (10). **Bernard Fauvernier**, **Gérard Lauzeray** et **William Lemaire** membres du Comité de suivi des chemins pour l'Aillantais ont été également de précieux soutiens dans ce projet de randonnée animée.



A PARAÎTRE (DÉCEMBRE 2013) Le point historique sur un événement méconnu de la collaboration survenu dans l'Yonne en 1941

Vous pouvez commander l'ouvrage auprès de l'Arory :
15 bis, rue de la Tour d'Auvergne - 89000 Auxerre, ou sur notre site www.arory.com, rubrique "Commander les actes".
Adresse mail : arory.doc@wanadoo.fr

publicité

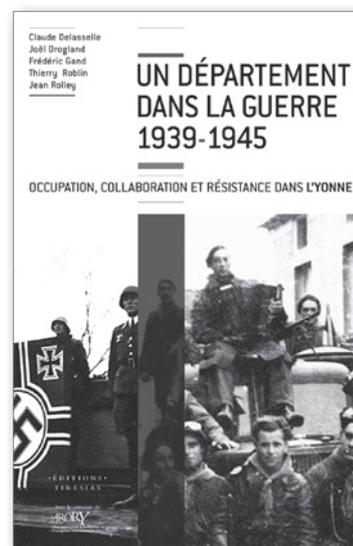
DÉCOUVREZ "UNE AUTRE HISTOIRE DE L'YONNE PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE"

UN DÉPARTEMENT DANS LA GUERRE 1939-1945

OCCUPATION, COLLABORATION
ET RÉSISTANCE DANS L'YONNE

Ouvrage collectif de l'ARORY,
750 pages, 30 euros.

Commandez le livre auprès de l'Arory :
15 bis, rue de la Tour d'Auvergne -
89000 Auxerre, ou sur notre site
www.arory.com, rubrique
"Commander le livre".
Adresse mail :
arory.doc@wanadoo.fr



Les Chemins de LA RÉSISTANCE

9 randonnées pédestres pour
**ENTRER
DANS L'HISTOIRE...**
sur les pas des maquisards de l'Yonne

Découvrez les principaux maquis de l'Aillantais et du Charnycois et les maquis Bourgogne de la forêt d'Othe

Maquis de l'Aillantais et du Charnycois

• Informations et dépliants disponibles auprès de :
Office du tourisme d'Aillant-sur-Tholon : ☎ 03 86 63 54 17 / www.ot-aillant.com
Office du tourisme de Charny : ☎ 03 86 63 65 51
Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne :
www.arory.com / arory.doc@wanadoo.fr

Maquis Bourgogne

• Informations et dépliants disponibles auprès de :
Mairie de Dixmont, rue de la mairie 89500 Dixmont, Mairie de Les Bordes
Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne :
www.arory.com / arory.doc@wanadoo.fr

